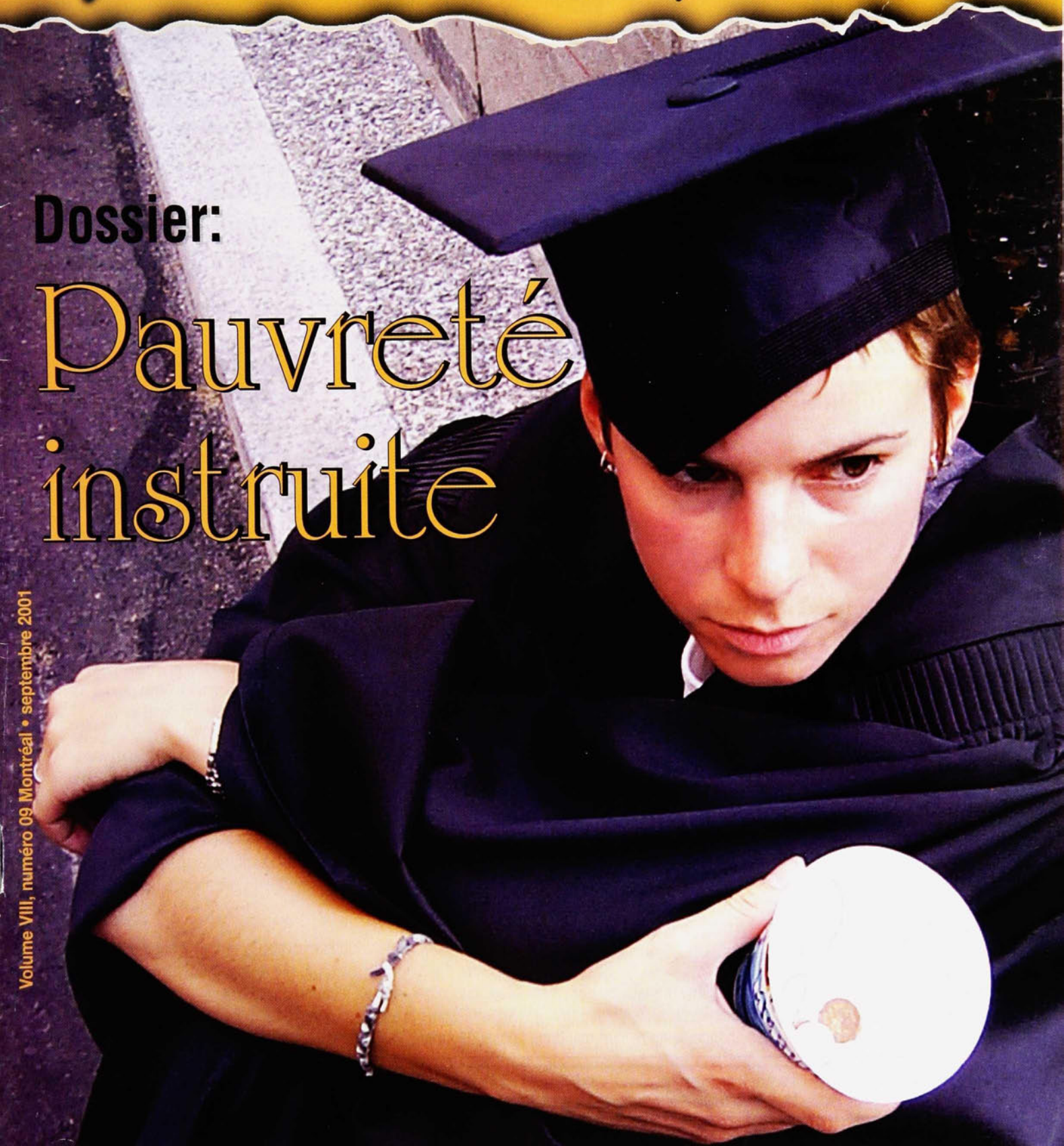


# L'ITINÉRAIRE 28

*Rien dans les mains, rien dans les poches, mais un journal dans la tête*

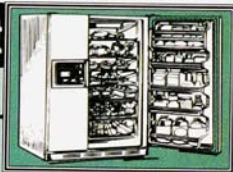
**Dossier:**

## Pauvreté instruite



# L'itinéraire a besoin de

**Urgent**



- **frigo commercial**
- imprimante laser
- télécopieur
- magnétophones portatifs
- caisse enregistreuse
- bibliothèque
- meubles d'ordinateur

Si vous avez des appareils qui fonctionnent encore, s'il vous plaît, contactez-nous au (514) 597-0238

**L'itinéraire est produit et vendu en majeure partie par des personnes itinérantes, ex-itinérantes, sans emploi,**

alcooliques ou toxicomanes, dans le but de leur venir en aide et de permettre leur réinsertion sur le marché du travail. Pour chaque numéro vendu 2 dollars, 1 dollar revient directement au camelot. Les profits de *L'itinéraire* servent à financer les coûts de production du journal, les projets de réinsertion sociale, le *Café sur la rue*, et l'Espace Internet.



La direction de *L'itinéraire* tient à rappeler qu'elle n'est pas responsable des gestes des vendeurs dans la rue. Si ces derniers vous proposent tout autre produit que le journal, ou demandent des dons, ils le font à titre personnel. Si vous avez des commentaires sur les propos tenus ou le comportement des vendeurs, communiquez sans hésiter avec le responsable de la distribution.

Gabriel Bissonnette au (514) 597-0238, poste 32

## Info pour VENDRE L'ITINÉRAIRE...

CAFÉ SUR LA RUE, AU 1104, RUE ONTARIO EST  
(angle Amherst)



Des gens de la rue ou de milieu modeste se côtoient au **Café sur la rue** dans une ambiance agréable. De bons petits repas sont servis par des personnes en réinsertion sur le marché de l'emploi pour la modique somme de 4,50\$. Un cuisinier leur apprend à travailler et à gérer une cuisine. Les personnes à faible revenu peuvent se procurer une carte de membre au coût de 5\$ et obtenir un repas à 2,25\$, pour une période d'un an.



## Attention aux fraudeurs!

*L'itinéraire* tient à prévenir la population que des imposteurs sollicitent des dons sans son consentement. Que ce soit par sollicitation téléphonique ou de porte à porte, personne n'est autorisé à solliciter des dons monétaires ou matériels pour *L'itinéraire*. Nous invitons les personnes sollicitées à communiquer immédiatement avec la police pour mettre fin à cette sollicitation frauduleuse. Pour aider *L'itinéraire*, les gens sont invités à se procurer notre revue auprès de nos camelots dûment identifiés. Vous trouverez des camelots sur toutes les grandes artères de la ville ainsi que dans plusieurs stations de métro. Les dons sont les bienvenus mais ils doivent être directement adressés à nos locaux du 1907 rue Amherst, Montréal H2L 3L7. Pour plus d'information, vous pouvez communiquer avec nous au (514) 597-0238: Chantal St-Onge, conseillère en publicité, poste 27 ou Ariane Pelletier, responsable de l'administration, poste 28, [arianepelletier@videotron.ca](mailto:arianepelletier@videotron.ca)

## Sollicitation téléphonique d'abonnement

Le **Groupe La Relance** procède à une campagne de sollicitation téléphonique d'abonnement au *Journal L'itinéraire* à l'extérieur des villes de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke. Seul le **Groupe La Relance** est autorisé par le **Groupe communautaire L'itinéraire** à solliciter des abonnements par téléphone.

**Personne** n'est autorisé à solliciter des dons monétaires ou matériels en faveur de *L'itinéraire*. Nous invitons les personnes sollicitées à des fins autres que les abonnements ci-haut mention-

nés, en personne ou par téléphone, à communiquer immédiatement avec la police pour mettre fin à cette sollicitation frauduleuse.

Les dons sont les bienvenus mais ils doivent être directement adressés à nos locaux du 1907, rue Amherst, Montréal H2L 3L7. Pour plus d'information, communiquez avec : Ariane Pelletier, responsable de l'administration, (514) 597-0238, poste 28, [arianepelletier@videotron.ca](mailto:arianepelletier@videotron.ca)

La formation professionnelle des travailleurs(euses) au *Journal L'itinéraire* a été rendue possible grâce, entre autres, au Ministère de la Métropole, à la CDEC du Plateau Mont-Royal/Centre-Sud, à la Ville de Montréal, à la Régie régionale de la santé Montréal-Centre et à l'UQAM.



1907, rue Amherst, Montréal  
(Québec) H2L 3L7  
Tél.: (514) 597-0238  
Fax: (514) 597-1544

Courriel: [itineraire@videotron.ca](mailto:itineraire@videotron.ca)

Le journal L'itinéraire a été fondé en 1992 par Pierrette Desrosiers, Denise English, François Thivierge et Michèle Wilson.

À cette époque, il était destiné aux gens en difficulté et offert gratuitement dans les services d'aide et maisons de chambres. Depuis mai 1994, il est vendu régulièrement dans la rue. Plus de la moitié de cette publication est rédigée par des personnes ayant connu l'itinérance. Les articles écrits par des journalistes pigistes professionnels portent la mention «collaboration spéciale».

**Le Groupe communautaire L'itinéraire est un organisme à but non lucratif fondé en 1989 pour aider les itinérants. Le conseil d'administration est composé en majorité de personnes ayant connu l'itinérance, l'alcoolisme ou la toxicomanie.**



**Conseil d'administration du Groupe communautaire L'itinéraire:**

**Président:** Mario Lanthier  
**Vice-président:** Jean-Marie Tison  
**Secrétaire:** Réjean Mathieu  
**Trésorier:** Jean-Paul Baril  
**Conseillers:** Lise Samuel, Josée Boisvert, Éric Cimon, Robert Dion  
**Comité de direction:** Denise English, Ariane Pelletier, Jean-Pierre Lacroix, Sébastien Langlais, Gabriel Bissonnette

**Équipe de production du journal:**

**Rédacteur en chef:** Jean-Pierre Lacroix  
**Adjoint à la rédaction:** Gopesa Paquette

**Collaborateurs:** Patrice McDonald, Nancy Roussy, Élyse Frenette, Audrey Côté, Pierre Demers, Gina Mazerolle, Robert Dion, Maxime, Léo Paul Lauzon, Jean-Marie Tison, Robert Beaupré, Jean-Pierre Béliveau, Alain Coulombe, Richard Laroche, Pierrette Jeanneault, Patrick, Misha, André Lafrenais.

**Infographiste:** Jocelyne Sénécal

**Révision:** Marie-Thérèse Déry, Jean-Paul Baril, Micheline Bonnoyer, Guy Crevier, André Martin, Mariette Éthier-Morand.

**Mots croisés:** Gaston Pipon

**Imprimeur:** Quebecor World Leblonton

**Tirage:** 18 000 exemplaires vendus par des itinérants et des sans-emploi dans les rues de Montréal.

**Administration du groupe:**

**Secteur administration** **Responsable:** Ariane Pelletier  
**Adjointe administrative:** Sylvie Boos  
**Publicité:** Chantal St-Onge  
**Secteur Café sur la rue** **Responsable:** Denise English  
**Secteur distribution** **Responsable:** Gabriel Bissonnette  
**Adjointe:** Geneviève Denis  
**Secteur Internet** **Responsable:** Sébastien Langlais  
**Secteur journal:** **Responsable:** Jean-Pierre Lacroix  
**Adjoint:** Gopesa Paquette

L'itinéraire est membre de:

**NASNA • Association nord-américaine des journaux de rue**

Le réseau international des journaux de rue **AMECO** Association des médias sans domicile fixe du Québec

Son tirage est certifié par



# Sommaire

## Chroniques

Éditorial 04

Billet 05

Mots des camelots 30

Prof Lauzon 32

Mots croisés 34

## Dossier: Pauvreté instruite

07 Surqualifiés mais sous-payés

08 Étudier sans récompense

10 Du bac à la récupération

11 Éducation, endettement et pauvreté

12 De bons contacts garantissent un emploi

13 Poursuite d'un rêve: retour aux études

14 Éducation populaire à pédales

## Actualité

15 Donner c'est donner!

16 Un recyclage plus humain

17 Les dessous de Montréal-la-commerciale

20 Une piquerie verra le jour sur le Plateau

22 Le Squat Overdale: 13, rue de l'Espoir

25 *Le Bon Dieu* dans la rue a besoin de nourriture

26 Le Festival d'expression de la rue

28 Où s'arrête le rôle du bénévole

29 4125, rue Parthenais, Montréal vu par... la solitude

**Audrey Côté**

Téléphone : (514) 597-0238, poste 25

Courriel : [audreycote@hotmail.com](mailto:audreycote@hotmail.com)



**APTITUDES PROFESSIONNELLES**

- excellente maîtrise du français;
- esprit d'équipe; entregent
- capacité d'analyse et de synthèse

**CHAMPS DE COMPÉTENCES**

- PLANIFICATION DE PROJETS/ LEVEE DE FONDS
- JOURNALISME / RECHERCHE
- COORDINATION / REDACTION (JOURNAL COMMUNAUTAIRE)

**EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES**

<b>Chargée de projets</b> - Groupe communautaire L'itinéraire, Montréal	janvier 2001 à ce jour
<b>Journaliste</b> - Journal L'itinéraire, Montréal	1998 à ce jour
<b>Rédactrice</b> - Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles, Montréal	2000
<b>Recherchiste et journaliste</b> - Alliance des radios communautaires du Canada, Ottawa	2000
<b>Coordonnatrice / rédactrice</b> - Journal Paroles de femmes, Montréal	1998-2000

**FORMATION**

<b>Maîtrise en études littéraires (réussie avec mention d'excellence)</b>	1999
Université du Québec à Montréal, Montréal	
<b>Baccalauréat en études littéraires</b>	1995
Université du Québec à Montréal, Montréal	
<b>Diplôme d'études collégiales en arts et lettres</b>	1993
Cégep Lionel-Groulx, Sainte-Thérèse	

• Ce mois-ci, Audrey Côté est le modèle de notre page couverture sur la pauvreté instruite, un sujet qu'elle connaît très bien depuis la fin de ses études. Elle signe également un article dans notre dossier (voir p.8). Son contrat d'agente de projets à L'itinéraire prend fin en novembre et elle cherche actuellement un emploi lié aux communications. Pour une version complète du C.V., communiquez avec la principale concernée.

La toge et le mortier nous ont été prêtés par *Confection de Lavoy inc.*

# Un diplôme empoisonné



Jean-Pierre LACROIX  
Rédacteur en chef



Hélas! les études ne sont pas gratuites. Heureusement, au Québec les frais de scolarité sont les plus bas au Canada : au premier cycle universitaire, il en coûte moins de 2 000\$, tandis que dans certaines provinces on doit déboursier plus de 3 000\$. Selon le journal *Les Affaires*: «Il faut prévoir entre 30 000\$ et 50 000\$ pour obtenir un bac».

L'endettement demeure la solution de rechange au financement des études. Puisqu'il est physiquement difficile d'étudier à plein temps et de travailler en même temps pour payer ses études et si les parents n'ont pas la capacité économique d'assumer ou de contribuer au partage des dépenses, il reste la voie des prêts et bourses. C'est la situation d'un étudiant sur deux.

Être endetté ne cause pas de gros tracas si on a un emploi bien rémunéré: on verse ses remboursements de prêt, de voiture, d'hypothèque, on investit dans des REER et on planifie ses vacances.

La réalité est tout autre pour un bon nombre de nouveaux diplômés. Aujourd'hui, les emplois accompagnés d'un salaire à la hauteur de la scolarité exigée sont plutôt rares. Plus de 70% des emplois créés ces dernières années, sont des emplois à temps partiel ou des emplois autonomes. La précarité, c'est la réalité. De plus, à peine 60% des bacheliers trouvent un emploi relié à leur formation.

La difficulté, ou souvent l'impossibilité, de payer son prêt étudiant est évidente: pas d'emploi ou un emploi trop peu rémunéré pour permettre de joindre les deux bouts, encore moins pour penser à des remboursements. Petit problème deviendra grand: les intérêts s'additionnant, la dette augmente rapidement.

Du statut d'étudiant à celui de diplômé, de sous payé précaire à chômeur surqualifié, on devient assisté social surendetté. C'est un parcours imposé à beaucoup trop de jeunes: 15% auraient de la difficulté à rembourser, 5% en seraient incapables.

Évidemment, le chômage frappe davantage les moins scolarisés: plus de 33% de ceux qui n'ont pas terminé leurs études secondaires; 20% des diplômés du secondaire; 10% des diplômés du niveau collégial et universitaire.

Le passage des bancs de l'école à la vie active n'est pas tou-

jours facile. À ces surqualifiés le système propose des stages sous payés, des postes à rabais pour le même travail que le personnel régulier. On offre aussi des programmes d'employabilité, du *cheap labor*, où on demande beaucoup de diplômés et où on ne paye pas cher pour un «beau» contrat de 6 à 12 mois. Beaucoup s'enlisent dans ces culs-de-sac. Ils expérimentent la spirale humiliante des «emplois» précaires: stage non rémunéré, stage rémunéré, premier programme subventionné, deuxième programme subventionné, assurance chômage, aide sociale...

Nous devrions tous avoir droit à l'égalité des chances, celles qui impliquent un accès véritable à l'instruction pour qui veut améliorer son sort. Accès à la formation à des coûts et des conditions permettant d'augmenter ses chances sur le marché de l'emploi.

Nous avons tous droit à la dignité. Pas de société à deux vitesses: des citoyens de première classe et des citoyens de seconde classe. Ce droit nous est conféré par l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme: «Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que les services sociaux nécessaires».

Un phénomène aggrave la situation: on continue de voir le travail comme l'unique mode d'intégration, social et économique. Un *job* ça donne un statut social: un travailleur, c'est quelqu'un. Un salaire donne accès aux biens, ça fait rouler la machine.

Au-delà des statistiques, il y a des rêves brisés, des vies en déroute, où le quotidien est rempli d'insécurité, d'humiliations, de souffrance, de détresse, d'angoisse... Une détresse psychologique qui risque de laisser des séquelles.

On le voit, le revenu de citoyenneté, serait un moyen d'éradiquer l'exclusion économique à la source en maintenant la dignité de la personne. Un remboursement de la dette proportionnel au revenu serait une alternative humaine souhaitable. Des programmes efficaces d'insertion au travail restent encore à inventer. De toute urgence!

Un projet de société passe inévitablement par l'éducation, suivie d'une réelle intégration au marché du travail.

jplac@videotron.ca 



Jean-Marie TISON

# Où sont les vrais scandales

*«Il faut parfois poser des gestes dont l'audace est telle que même ceux qui les réprimeront ne pourront que convenir qu'un pouce de liberté a été gagné pour tous»*

- Claude Gauvreau

Au moment où j'écris ces lignes, les squatteurs qui viennent d'emménager dans l'ancien centre Préfontaine que la Ville leur a offert, crient victoire. Le centre, qui constituait autrefois le seul lieu entièrement subventionné destiné à la désintoxication et la réadaptation d'itinérants alcooliques et toxicomanes à Montréal, conservera apparemment sa vocation humanitaire. Au départ, tous les services (taxes, eau, électricité et téléphone!) devaient être compris dans l'offre du maire Bourque. La magnanimité du geste s'apparente à ce qu'on pourrait appeler «le bon plaisir du roi» et s'inscrit parfaitement dans la façon de régner que son altesse Géranium 1er a développée et raffinée au fil du temps. Cela ne fait pas l'unanimité cependant et les médias s'en donnent à cœur joie. Le cortège de citoyens qui défilent devant les caméras et crient à l'injustice fait écho aux journaux qui étalent les témoignages de personnes démunies (en majorité des femmes élevant seules leurs enfants) qui attendent depuis plus d'un an pour obtenir un logement à prix modique. Plusieurs observateurs s'accordent déjà pour affirmer qu'à la veille des élections municipales, le bon roi-maire qui n'a peut-être jamais mis ses culottes à l'envers, est peut-être en train de les perdre!

Ce dernier, sans doute conseillé par un saint Éloi de service, a aussitôt rajusté le tir. Les coûts liés au service téléphonique devront être assumés par les squatteurs. Ce n'est sans doute que le début d'une série de mesures visant à encadrer davantage le bâtiment appelé à devenir une coopérative d'habitation. Comme le maire l'a si bien expliqué: *«C'est normal d'offrir une chambre à coucher à la visite de passage, pour quelques jours. Mais lorsque la visite s'installe pour plus longtemps, c'est aussi normal qu'elle participe aux frais d'entretien de la maison»*. On ne spéculera pas longtemps sur le concept de la «visite» censé désigner des gens qui luttent pour faire reconnaître leur droit à un logement abordable. Après tout, ne sommes-nous pas tous de passage sur Terre? Comme disait Urgel B, *«Qui vivra paiera!»*

N'oublions pas que le but des squatteurs est de dénoncer la pénurie de logements. L'inertie des différents ordres de gouvernements dans ce dossier, en particulier du fédéral, qui a coupé les crédits affectés au logement social depuis 1994, comme le rappelle le *Front d'action populaire en réaménagement urbain*

(FRAPRU), a eu pour conséquence de stopper la construction de nouveaux logements à coûts abordables. Le Québec, qui devait prendre la relève avec *Accès-Logis*, traîne de la patte. À Montréal, l'embourgeoisement de certains quartiers s'accomplit avec la complicité de l'hôtel de ville, quand cette dernière n'en est pas l'instigatrice! On connaît la suite. Les locataires doivent déménager, les logements, transformés en condos sont achetés par une population plus à l'aise qui attirera des commerces s'adressant uniquement à une clientèle plus fortunée. Qu'on me comprenne bien. Je n'ai rien contre les gens qui ont les moyens de s'acheter un appartement ou qui savent profiter de subventions pour rénover une maison. En toute justice, on devrait cependant offrir des logements décents à prix abordable aux gens à faible revenu. On parle d'un minimum décent! Ajoutons que les lois du marché qui régissent le secteur immobilier n'arrangent rien. La spéculation se porte bien à Montréal et, s'il faut occuper des édifices pour faire réagir les autorités, ces dernières auraient intérêt à faire un honnête examen de conscience.

Qui sait, si, dans ce dossier, le geste du maire ne relève pas de la stratégie? Dans la perspective des élections municipales du nouveau Montréal, l'expulsion des squatteurs aurait donné lieu à un spectacle rappelant l'emploi abusif de la force déployée par la police lors des Sommets de Québec et de Gênes. L'importance médiatique accordée à ces confrontations a réussi, plus que tous les discours, à conférer une crédibilité certaine aux opposants à la mondialisation auprès d'une partie de la population. C'est à croire que le maire a tenté de noyer le poisson. Un tollé général a suivi. Quoi de plus désolant en effet que d'entendre des «pauvres» crier à l'injustice et frapper sur d'autres pauvres qui tentent de défendre les droits des pauvres? Du côté des résidents du quartier où sont établis les squatteurs, les récriminations demeurent somme toute «logiques». Ainsi, on a fait grand cas de la crainte qu'éprouvent des propriétaires de voir diminuer considérablement la valeur de leur maison. Venait-on d'annoncer aux habitants du quartier que le terrain offert par la Ville servirait de site d'enfouissement de plutonium radioactif? D'autres ont badigeonné de goudron les clôtures délimitant leur jardin de tomates tandis que le pharmacien du coin a le plus sérieusement

du monde évoqué la nécessité d'installer un nouveau système de surveillance afin de contrer la fulgurante hausse anticipée du vol à l'étalage... On croit rêver! En passant, beaucoup de monde en Amérique du Nord pratique ce sport, sans égard à l'âge, au sexe ou à la classe sociale. Au risque d'être méchant rappelez-vous, Michèle Richard, Claude Charron et l'autre «innocente»... C'est pas parce qu'on est pauvre qu'on est voleur! Et j'irais même plus loin en citant ma propre mère: «*On était pauvres, mais on était propres!*»

Au fond, c'est peut-être ça qui dérange. Les pauvres qui ont «l'air pauvre» sont vaguement épeurants. Non? Et que font-ils dans la vie à part d'être pauvres? Eh bien! Ils s'organisent comme ils peuvent pour se faire entendre. Parfois, il faut crier. Parfois, il faut agir. Être pauvre dans le «plus meilleur pays du monde» demeure une situation paradoxale. C'est à la fois une tare, parce que la pauvreté demeure toujours suspecte, et une responsabilité. On entend souvent dire que les pauvres d'ici se plaignent le ventre plein. Comme tous les clichés, celui-ci recèle une part de vérité mais les voleurs ne sont pas tous gras quoi qu'en dise le dicton! N'oublions jamais que les acquis sociaux qui constituent les plus hautes conquêtes de nos sociétés ont été gagnés de haute lutte par des générations d'hommes et de femmes qui se sont battus pour elles. Hé oui! Même l'assurance maladie, le régime des retraites, l'instruction obligatoire, les garderies... L'État n'a jamais rien donné à personne sans y être contraint. Et ceux qui luttent le plus vaillamment pour faire reconnaître leurs droits sont les mêmes qui souffrent le plus cruellement de leur absence! C'est-à-dire les pauvres! Le droit à un logement décent devrait être inclus dans la Charte des droits et libertés.


Où étaient-ils au début du mois juillet, ceux qui crient aujourd'hui au scandale et à l'injustice? A-t-on entendu leurs hurlements d'indignation lorsqu'on apprenait que le taux d'occupation des logements locatifs à Montréal ne dépassait pas 1,6%? Ont-ils été outrés de voir des journalistes à la télévision laisser entendre que les familles à la rue étaient vaguement responsables de leur imprévoyance, ajoutant même qu'elles auraient dû se contenter des logis libres! Personne ne s'est scandalisé non plus

lorsqu'un haut fonctionnaire s'est réjoui publiquement d'un taux aussi bas, assimilant cette réalité au fait que de plus en plus de monde trouvait à se loger! Non mais! Descendez de votre tour! Le vrai scandale, il est là justement! Tout cela me fait penser à ces «pro-vie» qui manifestent devant les cliniques d'avortement en criant au meurtre depuis vingt ans, mais qu'on ne voit jamais descendre dans la rue pour réclamer des garderies populaires aux côtés des femmes qui ont choisi d'avoir et d'élever leurs enfants.

En Californie, le nombre de sans-abri oscille autour de 80 000 personnes et ne cesse d'augmenter. Chez l'oncle Sam, les affaires passent avant les droits sociaux et ceux qui nous présentent toujours les Américains comme des modèles à suivre seront heureux de constater à quel point ces derniers, par leur ingéniosité, viennent à bout de toutes les difficultés. Plusieurs grandes villes américaines, confrontées avec cette réalité, ont expulsé par la force plusieurs squats improvisés sous des tentes, dans des lieux publics laissés à l'abandon ou dans des parcs, par des coalitions de sans-abri. Ceux-ci, bien entendu, revendiquaient d'abord la reconnaissance de leurs conditions et une politique claire de construction de logements sociaux. Aujourd'hui, on ne les disperse plus; on préfère, au contraire, les parquer dans des lieux bien circonscrits plutôt que de les laisser errer sur les trottoirs devant les grands magasins. On a donc créé des unités de logement(!) de 96 pieds cubes (4'4"/6') en polyrésine ininflammable pour loger cette population. Doit-on vraiment laisser les choses en arriver là?

Peut-être eut-il mieux valu pour les squatteurs de ne pas accepter l'offre du maire avant de s'être assurés d'un engagement clair des autorités concernant la création de logements sociaux dans un proche avenir. Si aujourd'hui, par malheur, nous devenions les témoins d'un exercice de récupération d'une poignée de mécontents par les autorités, il faudra peut-être que ces derniers songent à récidiver en évitant les mêmes écueils!

Comme le disait le gars, dans *La Haine* de Mathieu Kassovitz, qui s'était jeté du haut d'un immeuble, à qui on demandait ses impressions au fur et à mesure que s'accélérait sa chute: «*Jusqu'ici tout va bien!*»

tion2000@hotmail.com 

## Jacques Chagnon

Député de  
Westmont-Saint-Louis



Hôtel du Parlement  
Bureau 3.129  
Québec (Québec)  
G1A 1A4  
Téléphone: (418) 643-4313  
Télécopieur: (418) 646-4385

1134, rue St-Catherine Ouest  
Bureau 800  
Montréal (québec)  
H3B 1H4  
Téléphone: (514) 395-2929  
Télécopieur: (514) 395-2955



## Les Œuvres de la Maison du Père

550, boul. René-Lévesque Est

Montréal (Québec) H2L 2L3

Tél.: (514) 845-0168

Fax: (514) 845-2108

Centre d'accueil pour hommes de 25 ans et plus.



Gina MAZEROLLE  
Camelot au Carré St-Louis

# Surqualifiés mais sous-payés

Le niveau de scolarité des diplômés est-il supérieur aux besoins des employeurs? Des chercheurs associent souvent la surqualification à des salaires moins élevés et à une faible productivité. Mme Albertine Cormier, de Statistique Canada, a envoyé un document qui s'intitule *Surqualifiés? Diplômés récents et besoins des employeurs*.

Une étude démontre que les titulaires d'une maîtrise sont plus susceptibles d'être surqualifiés que ceux qui ont seulement un bac; par contre, une autre étude démontre que ces derniers reçoivent souvent un salaire plus élevé.

Être surqualifié, c'est posséder un niveau supérieur de scolarité à ce qu'exige son principal employeur. Même si ceux-ci peuvent profiter des connaissances supérieures des employés, ils doivent faire tout de même faire un tri des candidats en fonction de leur scolarité. Il est raisonnable de penser que plus le niveau de scolarité est élevé, plus la société en profite.

Entre 1980 et 1990, le tiers des diplômés étaient surqualifiés par rapport aux exigences d'emploi; 27% et 48% des diplômés des collèges et des universités sont surqualifiés pour leur emploi principal. Pour les titulaires d'une maîtrise, le pourcentage varie entre 48% et 72%.

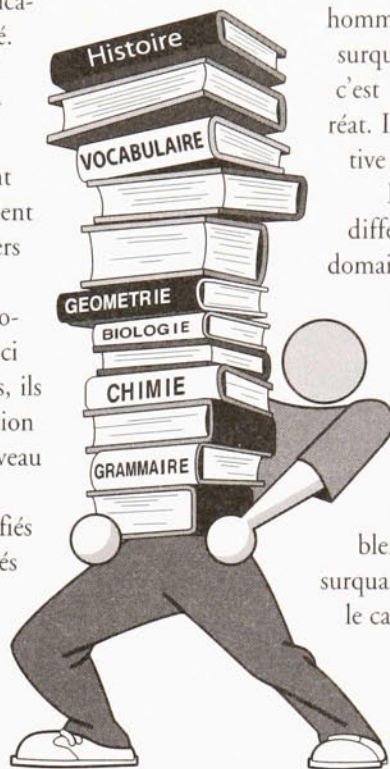
Selon diverses études, la maîtrise assure une meilleure rémunération que le baccalauréat, tandis que d'autres études associent la surqualification à des revenus d'emploi moins élevés. D'abord, les titulaires d'une maîtrise sont moins susceptibles d'être surqualifiés. Ensuite, la surqualification n'est pas associée à une grande sous-utilisation des compétences chez ses diplômés. Chez les titulaires d'un baccalauréat, les diplômés surqualifiés se servent beaucoup moins de leurs compétences.

Depuis quelques années, l'écart entre le niveau moyen de scolarité et celui qu'on exige s'est considérablement rétréci, ce

qu'explique en partie l'augmentation de la demande de travailleurs spécialisés. Il se peut également que les employeurs et les diplômés soient plus en mesure de trouver *chaussure à leur pied*.

Il existe certaines différences selon le sexe. En ce qui concerne les études collégiales et la maîtrise, les hommes sont plus susceptibles d'être surqualifiés que les femmes. Alors que c'est l'inverse dans le cas du baccalauréat. Il n'y a pas de différence significative chez les titulaires d'un doctorat.

En revanche, il semble y avoir des différences considérables dans les domaines d'études chez les diplômés d'études collégiales et les bacheliers. À la maîtrise et au doctorat, la probabilité de surqualification est à peu près la même dans la plupart des domaines d'études. Les programmes d'alternances travail-études semblent diminuer la fréquence de la surqualification, mais uniquement dans le cas du baccalauréat.



D'autre part, peu de différences régionales existent en matière de surqualification, probablement en raison de la tendance qu'ont les diplômés universitaires récents à se chercher du travail à l'échelle nationale. Les diplômés des collèges, généralement moins mobiles que les autres, constituent la seule exception à cet égard.

Les données indiquent que l'on a beaucoup moins tendance à employer des diplômés surqualifiés dans le secteur parapublic (éducation et services de santé) que dans les secteurs publics et privés. Cela n'a rien d'étonnant, étant donné que de nombreux employés du secteur parapublic sont des professionnels (médecins, enseignants et infirmières). Plus la personne est scolarisée mieux elle est rémunérée pour un emploi qui requiert un certain niveau de scolarité. Par ailleurs, lorsqu'une personne décroche un emploi qui exige un haut degré de scolarité, elle obtient une meilleure rémunération, du moins chez les diplômés du collège et les bacheliers. Il semble que les détenteurs de maîtrise ou de doctorat aient un plus large éventail de possibilités devant eux; que leur emploi exige ou non le même niveau de scolarité ne semble pas avoir de conséquences sur leur rémunération.



Députée de Mercier  
Nathalie Rochefort

ASSEMBLÉE NATIONALE  
QUÉBEC

1012, rue Mont-Royal est  
Bureau 102  
Montréal (Québec) H2J 1X6  
Tél.: (514) 521-NATH (6284)  
Télécopieur: (514) 521-0147  
nrochefort@assnat.qc.ca

# Étudier sans récompense

Audrey COTÉ



«J'ai un baccalauréat en comptabilité et l'été dernier, j'ai planté des arbres pendant plus d'un mois et je gagnais 290\$ par semaine. En ce moment, je suis en probation dans un organisme communautaire et je dépense au moins 75% de mon revenu pour me loger.» Mythe urbain ou réalité

que cette tenace difficulté pour certains jeunes diplômés de se trouver un emploi? Pour Martin, comme pour plusieurs autres, il semble que ce soit une réalité quotidienne. Un combat où chaque demande d'emploi intéressante —lire: en lien avec le champs d'études et décentement rémunéré— s'avère un coup d'épée dans l'eau.

## Vivre ou survivre?

Selon les plus récentes données compilées par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), «60% des titulaires d'un baccalauréat ont de la difficulté à trouver un travail lié à leur champ d'études et qui soit bien rémunéré.» Le problème est d'autant plus épineux que les jeunes diplômés, trop souvent enlisés dans la pauvreté depuis le début de leurs études, sont déjà fatigués de lutter pour leur survie. Là-dessus, la présidente de la FEUQ, Andrée Mayer-Périard est formelle: «Ce que le gouvernement donne aux étudiants par le biais des prêts équivaut à 5\$ par jour! Actuellement, nous tentons de faire augmenter les dépenses admises, car c'est largement inférieur au coût de la vie.»

Comment vit-on avec 5\$ par jour? En mangeant du Kraft dinner et des hot-dogs? Il faudrait demander aux éminents penseurs du gouvernement qui gagnent au moins le quadruple pour une heure de cogitation d'essayer l'expérience. Un cerveau mal nourri donne-t-il des résultats pourris? Une chose est certaine, l'alimentation constitue la première privation des étudiants, selon Alain Thibault, qui coordonne le Groupe achat réseau action universitaire: «Comme les étudiants ne peuvent pas couper dans les frais fixes comme le loyer, l'électricité, le téléphone et les frais de scolarité, ils sont portés à négliger de bien se nourrir.»

C'est un fait indéniable: la pauvreté est trop souvent le lot des étudiants. Selon Simon Jasmin, qui préside le Conseil national des cycles supérieurs à la FEUQ, «30% des étudiants aux cycles supérieurs (maîtrise et doctorat) gagnent moins de 10 000\$ par année.» Et comme si la cour n'était pas suffisamment pleine, plusieurs se retrouvent criblés de dettes à la fin de leurs études. Solution? Trouver un emploi payant qui soit, autant que possible, lié au domaine pour lequel on a tout investi, jusqu'à sa dernière chemise.

## Diplômation et dépression

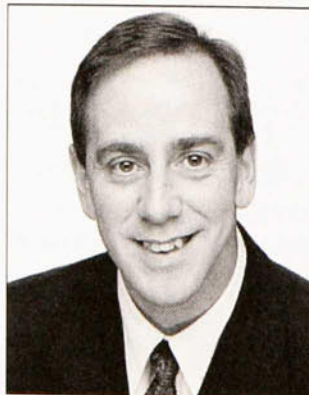
Titulaire d'une maîtrise en littérature à l'Université de Montréal depuis 1999, Nancy cumule les petits boulots mal payés. À la fin de sa maîtrise, ses aspirations professionnelles ont tôt fait de se dégonfler. «J'aimais beaucoup la recherche. Je voulais être chercheuse mais quand je fais des demandes d'emploi, je n'ai jamais assez d'expérience ou encore mon expérience n'est pas pertinente», raconte Nancy. À la fin de ses études, ayant terminé tous ses contrats de recherche à l'université, elle n'avait pratiquement plus d'argent pour vivre et a failli se retrouver dans la rue: «Je me serais retrouvée dans la rue si je n'avais pas habité avec mon frère.»

Alors qu'elle pensait se sortir enfin de l'engrenage de la pauvreté en travaillant dans son domaine, Nancy s'est plutôt enfoncée davantage dans la précarité. «J'ai cherché activement pendant six mois. Découragée, j'ai fini par faire une dépression. Ne trouvant rien dans mon domaine, je voulais me trouver un job mais je n'étais plus capable de rien faire. J'ai donc fait une demande d'aide sociale, mais on m'a refusé. L'agente affirmait que je mentais et que j'avais dû travailler au noir. J'ai finalement fait un emprunt à la banque pour pouvoir vivre minimalement»

## Budget sans projet

Nancy a eu accès au Bien-être social deux mois après avoir fait sa première demande. «Comme j'étais en dépression, j'ai attendu d'avoir la capacité de contester la décision. Je n'en avais pas la force.» Actuellement, Nancy travaille pour un organisme communautaire au salaire minimum. «À sept dollars l'heure, je me trouve riche si je songe à ma situation antérieure.» C'est fou comme l'indigence la plus totale aide à accepter l'inacceptable: avoir une maîtrise pour travailler au salaire minimum.

Mais voyons concrètement à quoi peut ressembler la situation d'une personne travaillant au salaire minimum 35 heures par semaines. Gagnant exactement 859,80\$ net par mois, Nancy doit déboursier 337,50\$ pour se loger. Elle paie 57\$ d'électricité,



**Réal Ménard, Député**  
Hochelaga-Maisonneuve

4036, rue Ontario Est  
Montréal (Québec) H1W 1T2

Tél.: (514) 283-2655  
Fax: (514) 283-6485



22,50\$ de téléphone, 48,50\$ la carte mensuelle de transport et 25\$ d'assurances. Pas si mal, direz-vous? Ce n'est pourtant que la pointe de l'iceberg. L'emprunt qu'elle a contracté à la banque doit maintenant être remboursé et s'élève à 150\$ par mois. Ainsi, après tous ses frais fixes, il ne lui reste plus que 54,82\$ par semaine pour se nourrir, pour faire sa lessive, s'habiller, parer aux imprévus et... tenter de se divertir. Imaginez si Nancy avait un enfant à charge... D'ailleurs, le coordonnateur du *Groupe achat réseau action universitaire* Alain Thibault confirme que de plus en plus de mères étudiantes ont recours aux services de leur banque alimentaire.

### Diplômés paumés?

«C'est scandaleux qu'on impose aux jeunes de 16 ans du secondaire de choisir ce qui déterminera toute leur vie!», s'exclame Martin qui a terminé un baccalauréat en comptabilité et qui a longtemps occupé une multitude de *jobs* avant de trouver un emploi dans un organisme communautaire. En fait, si c'était à refaire, il y a fort à parier que Martin ne retournerait pas étudier en comptabilité car, dit-il, «les comptables connaissent le prix de tout, mais la valeur de rien». D'ailleurs, il se compte maintenant heureux d'occuper un poste d'organisateur communautaire, même si le salaire s'avère peu élevé.

Quant à Nancy, si elle avait prévu la situation économique où elle se trouve présentement, elle ne referait pas une maîtrise.

«Sincèrement, explique-t-elle, je suis contente d'avoir les connaissances intellectuelles que m'a apporté ma maîtrise. Mais je pensais vraiment que le fait d'avoir une maîtrise me mènerait quelque part. Maintenant, même si j'ai travaillé pendant mes études de maîtrise, je me retrouve avec une dette d'études de 40 000\$.»

À l'automne, elle commence une formation en ébénisterie, voyant dans ce nouveau métier une occasion d'accéder à une meilleure qualité de vie. «*En ce moment, je suis à la recherche d'un travail pour payer mes études et assurer ma subsistance. Mais devrais-je cacher ma maîtrise?*»

De l'avis de François Blais, professeur au département de science politique à l'Université Laval et auteur du livre *Un revenu garanti pour tous*, «notre société est très injuste à l'égard des jeunes. En fait, bien qu'on mette sur pied des programmes pour aider les jeunes, on n'appuie pas adéquatement ceux-ci. Il faudrait pouvoir garantir aux jeunes, comme à tous, un revenu minimum et s'assurer que les jeunes ont accès à une formation adéquate, soit professionnelle soit universitaire.»

C'est vrai. Bien qu'il y ait des programmes de subventions salariales favorisant l'embauche des jeunes, ceux-ci continuent de s'enfoncer dans la pauvreté. Raison? Peu importe les qualifications professionnelles, un jeune, employé au moyen d'une subvention salariale gagne sept dollars de l'heure sur une base de 35 heures par semaine. Lorsque le contrat se termine au bout de six mois, le travailleur se retrouvant en chômage a droit à 51% de son salaire, soit l'équivalent d'environ cent dollars par semaine. Bel avenir! D'aucuns diront que c'est déjà beaucoup, compte tenu qu'il s'agit des deniers publics. Mais ces mêmes personnes oublient qu'ils paient des fonctionnaires le quadruple et le quintuple (et peut-être encore plus) de cette somme pour décider du sort misérable de plusieurs jeunes diplômés.

Comme l'affirme monsieur Blais, «on n'a pas mis les institutions en place pour aider réellement les jeunes à devenir autonomes». À quand une concrète volonté politique de redistribution des richesses? À quand un vrai projet de société qui dépasse les ambitions de pouvoir des représentants de partis politiques?

\* Les personnes dont il est question dans cet article sont de vrais diplômés pauvres. Si vous avez un bon emploi à leur offrir, téléphonez à *L'itinéraire* au 598-0238 poste 25.

audreybcote@hotmail.com 

# Du bac à la récupération

Patrice McDONALD

*Quelle joie pour des parents de voir leurs enfants obtenir un diplôme universitaire après de longues études en espérant que ces diplômes soient reconnus et qu'un jour ils mènent à l'obtention d'un prix Nobel. La réalité, est tout autre. Ces mêmes étudiants pourraient tout aussi bien se voir réduits à offrir un chausson aux pommes chez McDo. Les diplômés d'aujourd'hui n'ont plus la garantie de se trouver un travail dans le domaine de leurs études. Pendant que le mythe des chômeurs diplômés est de plus en plus réel, les étudiants s'endettent encore et toujours.*

## Trop chers, les diplômés

Lorsqu'une personne quitte l'université, diplôme en main, elle est plus instruite et commande habituellement une rémunération plus élevée à ses éventuels employeurs. Ce qui arrive dans les faits décourage plus d'un étudiant: ils doivent se trouver un emploi coûte que coûte et souvent en dehors de leur champ de compétence. Certains utiliseront même les programmes d'employabilité de nos chers gouvernements; là encore, les salaires ne sont pas élevés et les emplois sont de courte durée.

Le cas d'Alain est éloquent. Bachelier en psychologie, ayant suivi plusieurs formations connexes, il espérait travailler dans son domaine et toucher mieux qu'un salaire de crève-faim. Mais la réalité est tout autre. Alain a essayé de nombreux refus de la part d'employeurs potentiels pour enfin, en désespoir de cause, se faire embaucher par un organisme communautaire, grâce à un programme d'employabilité. Pourtant Alain est compétent, travailleur et il a le souci du travail bien fait; alors comment expliquer qu'il travaille dans une soupe populaire à trier des légumes, pour recevoir environ 100\$ de plus sur son chèque d'aide sociale?

## Cercle vicieux

La situation d'Alain n'est pas unique, de nombreux diplômés ont recours à ces programmes pour travailler. On doit payer le loyer, la bouffe, et bien sûr le prêt étudiant, sans compter toutes les factures qui arrivent sans avertissement, même si l'argent est rare. On se sert de ces programmes aussi longtemps que possible, ensuite pointe le spectre du chômage et de l'aide sociale.

L'absurdité atteint son point culminant lorsque le chômeur diplômé veut bénéficier d'un programme d'employabilité, mais que le fonctionnaire chargé de son dossier à l'aide sociale ou au chômage refuse sa candidature, sous prétexte qu'il est trop qualifié ou scolarisé pour profiter de ces programmes de réinsertion. Ces derniers ne sont souvent que prétexte à du *cheap labor* ou l'occasion, pour un organisme de boucher les trous dans son organigramme.

## Cul-de-sac

Les diplômés d'aujourd'hui devront être créatifs et ingénieux pour éviter de se retrouver dans une impasse. La solution n'est

pas simple: suivre des cours de perfectionnement alors que les dettes s'accumulent déjà et qu'il faut travailler pour ne pas se faire mettre à la rue. De plus, il faut accepter un salaire moindre! Étant donné la situation critique du marché du travail, il est possible que le nouveau diplômé ne puisse jamais dénicher un emploi pour lequel il serait payé à sa juste valeur, ce qui pourrait faire l'affaire de certains employeurs. Les emplois bien rémunérés sont rares, ainsi que les employeurs qui donnent la chance aux jeunes frais sortis de l'université.

## Y'en aura pas de facile

Autrefois, les études universitaires étaient garantes d'un emploi bien rémunéré; malheureusement, le monde des études a évolué moins rapidement que celui de l'emploi. Les salles de cours débordent d'étudiants, tous inquiets de leur avenir et qui craignent que cette situation empire.

Pourtant, les statistiques démontrent que le taux de chômage est à son plus bas. Mais si une personne diplômée en droit, par exemple, travaille comme aide-camionneur pour une compagnie de livraison de bière, peut-on parler de plein emploi? La question reste entière et les pistes de solution se font de plus en plus rares et difficiles à trouver. Étudier demeure toujours un atout, mais il ne faut pas se surprendre de ne pas travailler dans sa spécialité. Situation compliquée certes, mais comme le disait un grand philosophe québécois, Claude Ruel: «Y'en aura pas de facile».

patrice\_mc\_donald@hotmail.com 

LA RICHESSE EST LE FRUIT  
DES EFFORTS DE LA MAJORITÉ



Confédération des syndicats nationaux  
1601, av. De Lorimier, Montréal, H2K 4M5  
Tél. : 1 800 947-6177



# Éducation, endettement et pauvreté

Jean-Pierre BÉLIVEAU,

camelot-journaliste au métro Laurier

Cet article se veut une réflexion sur le système de prêts et bourses, passé et actuel. Il raconte mon vieux rêve de jeunesse de devenir chimiste et qui m'a rattrapé à l'âge de 24 ans. C'était en 1980.

Originaire de Trois-Rivières, diplômé de secondaire professionnel en poche, je ne trouvais que des *jobines* au salaire minimum. À ce moment-là, je vivais chez ma mère. Ma recherche de la vérité a développé mon goût de la lecture et mes salaires ne me servaient qu'à me payer des livres et augmenter ma culture. J'ai découvert le monde du savoir. Le Cegep et l'université existaient, ce dont, issu d'un milieu défavorisé, je n'avais pas pris conscience. C'est alors que je me suis fait un plan de carrière avec mon vieux rêve. Je ne me voyais pas élever une famille avec un salaire de crève-faim.

La loi de l'Aide financière aux études fixait à 10 ans le soutien apporté aux études. J'ai complété les cours pour obtenir le diplôme d'études secondaires général et le diplôme d'études collégiales en sciences pures. Je n'ai fait qu'un an et demi à l'UQTR en biochimie, trop de mes problèmes personnels étant reliés à Trois-Rivières.

Pour me libérer l'esprit, j'ai décidé de venir à Montréal. On m'a accepté à l'Université de Montréal en chimie. C'était en 1984. Il faut dire que je faisais 3 sessions par année, étudiant même en session d'été. Cela veut dire que je prenais quatre cours en divers domaines durant les deux mois d'été. La bourse que l'on accordait en était augmentée d'autant.

Un changement de gouvernement amena M. Bourassa au pouvoir; il nomma M. Ryan ministre de l'Éducation. Ce dernier modifia la loi de l'A.F.E. L'obtention d'un baccalaurat devait se faire en un nombre déterminé de sessions universitaires. Moi, en étudiant même l'été, je me suis fait prendre dans l'étau de la loi.

Malgré mes efforts pour m'en sortir, je me suis retrouvé à l'aide sociale avec une belle dette d'études. Il me manquait alors 12 crédits pour avoir mon bac en chimie. En crédits universitaires, j'avais étudié six ans, mais pas de diplôme! Mon plan de carrière était à l'eau. Je me retrouvais dans la jungle de Montréal, ne connaissant que mes camarades d'université. C'est alors que, ne voyant aucune issue, j'ai sombré dans l'alcoolisme. Ce qui m'a conduit une première fois à la rue.

En avril dernier, beaucoup de mes clients et amis lecteurs s'inquiétaient de ma disparition. Eh oui! je suis retombé à la rue une deuxième fois. Suite à une entente à l'amiable devant la Régie du logement qui me donnait deux mois pour déménager, combinée à la pénurie de logements qui existait déjà alors, j'ai fait

un séjour de deux mois à la *Maison du Père*, un mois au *Refuge* et un autre en réinsertion. Lors de mon arrivée au *Refuge*, l'intervenant m'a dit: «*Ça fait dix ans que t'es pas venu ici.*». En réinsertion, on nous oblige à nous fixer des objectifs et donc à réfléchir sur ce qui nous a amenés là.

Quelle ne fut pas ma surprise! La dette envers le gouvernement qui s'accumulait d'année en année me maintenait dans le cercle vicieux de la pauvreté. En rédigeant cet article, j'ai fait des recherches sur la loi de l'A.F.E. On y apprend que 10% à 15% des étudiants n'ont pas les moyens de rembourser leur dette d'études. J'ai découvert que selon une disposition de la loi sur la faillite je n'avais pas à traîner ma dette toute ma vie.

## Condamné à 10 ans

La loi C-36 se résume ainsi: Nulle personne qui fait faillite pendant ses études ou pendant les dix ans qui suivent la fin des études ne pourra être libéré de ses prêts étudiants envers le Gouvernement du Canada ou d'une province.

D'ailleurs, d'après les documents de l'A.F.E., on estime à environ dix ans la période de remboursement d'une dette d'études, ce qui veut dire qu'on est condamné à vivre dans la pauvreté pendant dix ans ou grever son budget pendant dix ans, donc à être pauvre. Drôle de situation.

Merci, chers lecteurs, vous m'avez fait découvrir que mes dix ans de pauvreté sont terminés. Mais je vous mets en garde, chers étudiants et étudiantes, de faire attention à ce régime de prêts et bourses. Surtout vous, mesdemoiselles, car le ministère estime que le revenu des femmes est inférieur à celui des hommes. Donc la période de remboursement est plus longue pour vous.

Faites attention au piège où moi-même je suis tombé!!!

Je souhaite à tous les étudiants et étudiantes, BONNE RENTRÉE!

[beliveaujp@care2.com](mailto:beliveaujp@care2.com)



**La Chorale de l'Accueil Bonneau**

Information  
pour nos concerts,  
activités et nouveau CD  
845-5666

<http://itineraire.educ.infinet.net/bonneau>

# De bons contacts garantissent un emploi

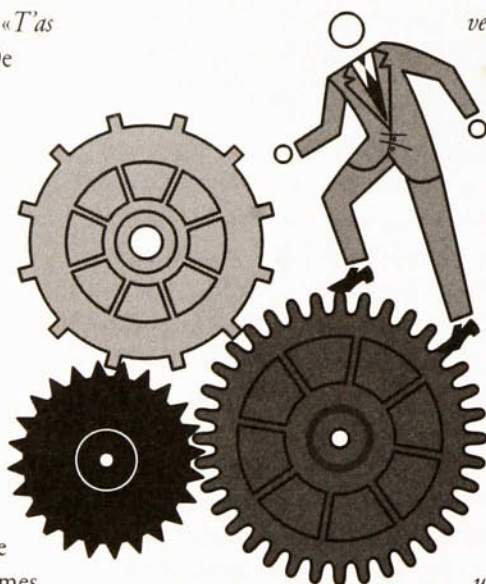
Robert BEAUPRÉ

Qui n'a jamais entendu l'expression: «T'as pas voulu t'instruire, alors, travaille!» De nos jours on pourrait souvent tourner le dicton en: «T'as voulu t'instruire, alors, travaille pas!» Il existe maintenant un fort pourcentage de chômeurs instruits sur le marché de l'emploi. Comment expliquer cette situation dans une société qui promettait mer et monde aux futurs diplômés et aux experts de toutes sortes. Ces compétences ou ces diplômes ne seraient-ils plus reconnus? L'anthropologue Daniel Fournier prétend que le problème de la recherche d'emploi ne relève pas uniquement des diplômes.

«L'essentiel pour obtenir un emploi réside dans la participation et l'appartenance à un réseau,» affirme-t-il. *Le diplôme toutefois peut indiquer que la personne appartient déjà à un réseau, un réseau familial particulièrement. Le fils suit les traces de son père en médecine ou dans l'administration, par exemple.»*

Généralement les jeunes qui font des études poussées viennent de milieux privilégiés. Pour les autres, le diplôme ne donne pas automatiquement un emploi, sauf dans les secteurs techniques ou très spécialisés, où la compétence est très prisée. Nous trouvons maintenant un nombre important de diplômés qui n'ont pas réussi à dénicher un travail parce qu'ils ne participent pas à un réseau ou encore le réseau auquel ils participaient s'est désintégré.

«Les gens sans diplôme peuvent très bien se trouver un emploi s'ils font partie d'un bon réseau; des gens sans compétences peuvent trou-



ver une niche s'ils ont des relations,» souligne Fournier avec justesse. Donc entrer dans un réseau équivaut à s'insérer socialement. La relation diplôme-emploi n'en est pas nécessairement une de cause à effet.

Fournier va plus loin. Il ajoute même que les problèmes du chômeur instruit remontent à l'enfance. «Ces personnes ont souvent été marginalisées dans leur jeunesse et dans leur vie adulte le scénario se reproduit. Au niveau collégial et universitaire la pression du groupe se relâche puisque le contrôle se fait par un professeur ou par la structure universitaire et non par le groupe. Mais une fois le diplôme obtenu, le groupe reprend son rôle tyrannique.»

Indépendamment du degré d'instruction de la personne, sa situation en est une de bouc émissaire. Les peuples démontrent à travers l'histoire qu'ils ont besoin d'exutoire. Dans l'Allemagne nazie, les Juifs ont joué ce rôle; dans la société américaine, les Noirs, pendant des siècles, ont subi la domination de la majorité blanche. La société romaine, en son temps, s'en prenait aux chrétiens.

«Le conformisme général s'appuie sur l'exclusion d'un certain nombre de personnes. Ici et maintenant, au Québec, on ne pratique plus l'exclusion sur des critères de race ou de sexe. On se tourne contre les assistés sociaux et la réalité du bouc émissaire persiste pour le plus grand plaisir des Gilles Proulx et des André Arthur de notre société», conclut Daniel Fournier.

## Centre d'écoute Pierrette Leclair Écoute téléphonique

Rencontre individuelle  
Pour femmes francophones  
Tél.: (514) 376-4406

Du lundi au vendredi  
De 9 H à 16:30 H



Téléphone: 514.524.5713  
Télécopieur: 514.524.2101

Suzanne Chabot  
suzanne.chabot @sympatico.ca

GROUPES POPULAIRES, COMMUNAUTAIRES ET FÉMINISTES, SYNDICATS, ORGANISATIONS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE, ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES, ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF ET COOPÉRATIVES:

DES SERVICES TAILLÉS SUR MESURE ET BASÉS SUR LE PARTAGE DES MÊMES VALEURS...

JUSTICE, ÉQUITÉ, ENTRAIDE, SOLIDARITÉ, PARTAGE DE LA RICHESSE COLLECTIVE, DÉFENSE DES DROITS FONDAMENTAUX

Plus de vingt ans d'expérience de travail et de militantisme dans le milieu syndical, populaire et féministe

POPCOMM... pour des services de valeurs!

# Poursuite d'un rêve: retour aux études



Étlyse FRENETTE

L'an dernier, j'ai postulé pour le poste de rédactrice-adjointe au journal *L'itinéraire*. Je ne l'ai malheureusement pas obtenu: un mal pour un bien. En retournant aux études, je compte acquérir les compétences qui me font défaut et avoir de meilleures chances d'obtenir un emploi dans le domaine des communications. Ma carrière ne s'en portera que mieux avec ces nouvelles connaissances. Ces trois dernières années, j'ai appris à oser, à profiter des opportunités qui se présentaient à moi et à ne pas avoir peur de foncer. Cette nouvelle attitude m'a amenée, au mois de mars dernier, à m'inscrire à l'université. Les cours ont débuté le 27 août.

Pour certains, le retour aux études n'a aucun sens, surtout s'il s'agit de réapprendre à écrire sa langue maternelle. Pour moi, il a un sens et, en même temps, je réalise un vieux rêve: celui de faire des études universitaires. Mon retour sur les bancs de l'école facilitera ma carrière d'auteure car je vais tenter d'acquérir une compétence qui m'a toujours fait défaut: la grammaire. C'est une matière que je n'ai jamais pu assimiler à l'école primaire.

Pour se sortir d'une situation qui ne convient plus, un plan d'action s'impose. Il faut tout organiser, sans perdre de vue son objectif, tout en restant ouvert aux opportunités qui s'offriront. Ayant pris conscience de la faiblesse de mes connaissances du français, je commence par un certificat en français écrit. Janvier 2002 sera un mois de décision: choisir entre un bac par cumuli ou un bac sur trois ans, qui rajouterait une année à mes études. Deux programmes m'intéressent: la communication (journalisme) et la littérature.

Mon but est de communiquer par l'écriture. Il est plus facile pour moi de mettre sur papier mes pensées que de les exprimer

verbalement. Nous avons tous nos besoins et nos façons de nous exprimer. Pour moi, c'est écrire.

Depuis un an, j'écris pour le journal *L'itinéraire*. J'ai ainsi confirmé mon amour pour l'écriture. J'ai fait des progrès en écriture journalistique; par contre, d'autres aspects du métier restent à apprendre. La vie trouve toujours le moyen de mettre sur notre chemin les ressources nécessaires pour combler nos besoins et ainsi répondre à notre questionnement. J'ignorais qu'un groupe communautaire puisse à ce point aider quelqu'un à s'en sortir. C'est exactement ce que le *Groupe communautaire L'itinéraire* a fait pour moi. Bien entendu, il faut vouloir profiter des programmes et des services qui sont offerts.

Grâce à *L'itinéraire*, j'ai obtenu une bourse de 1000\$ pour m'aider dans mes études. Je suis la première bénéficiaire de la *Bourse d'études Paolo Blain*. Cette bourse a payé les frais de scolarité de ma première session à l'université. Un gros merci à Madame Lina Blain pour avoir offert cette bourse à *L'itinéraire* et m'avoir permis de me reprendre en main. J'ignorais à quel point les études universitaires coûtent cher. Malgré cela, au Québec elles sont parmi les moins chères en Amérique du Nord.

Je tiens à remercier tous ceux et celles qui ont cru en moi, qui m'ont encouragé lorsque je vendais le journal, autant sur l'avenue Mont-Royal qu'au métro Bonaventure. Je ne peux pas oublier tous les correcteurs qui viennent patiemment corriger nos fautes pour que le journal donne une bonne impression de nous dans le monde des communications. À vous tous un grand merci.

[elysefrenette@hotmail.com](mailto:elysefrenette@hotmail.com) 

## Transcal Québec

Service de Formation Internet à Domicile

**Sylvain Tremblay**

342, rue Jubinville, Laval H7G 3E2  
Téléphone: (450) 663-7009 • Fax: (450) 663-1760  
Courriel: [info@transcal.qc.ca](mailto:info@transcal.qc.ca)  
Internet: [www.transcal.qc.ca](http://www.transcal.qc.ca)



CENTRE DOLLARD-CORMIER

## FONDATION DOLLARD-CORMIER

Vient en aide au Centre Dollard-Cormier

Centre public de réadaptation en toxicomanie - Montréal

3590, rue St-Urbain, Montréal (Québec) H2X 2N8

Tel.: (514) 982-4533 poste 545 Téléc.: (514) 282-5599

Courriel: [fondc@cam.org](mailto:fondc@cam.org)

La Toile: [www.centredollardcormier.qc.ca](http://www.centredollardcormier.qc.ca)

# Éducation populaire à pédales

Nancy ROUSSY

Élaborer un projet d'aide et d'information pour les jeunes de la rue semble toujours une tâche longue et ardue. Pourtant, depuis deux ans, les travailleurs de rue Fred et Stéphane ont trouvé une solution toute simple... trop simple: la *Biblio-Vélo*.

La *Biblio-Vélo*, est constituée d'un vélo et d'une remorque remplie de livres, que Fred et Stéphane installent dans les parcs fréquentés par les jeunes. Le principe de la *Biblio-Vélo* est ingénieux et élémentaire: Il s'agit de «susciter du plaisir et de mettre l'accent sur les points forts: s'informer en s'amusant.»

L'itinéraire a rencontré Fred et Stéphane dans un des parcs où ils effectuent leur travail d'éducation de rue. Fred nous explique que «la *Biblio-Vélo* est un service de prêt et de consultation de livres, tout comme dans une bibliothèque ordinaire. Les jeunes ne vont pas à la bibliothèque car elle ne fait plus partie de leur réseau, alors, la bibliothèque va à eux. On va dans des endroits comme la Place Émilie-Gamelin, la Place Pasteur, le parc des Foufs et le Carré Boucher, du lundi au mercredi de midi à 18h.»

«Le but premier, poursuit Fred, est de travailler sur le plaisir et la révolte. C'est vraiment complémentaire à un travail de rue traditionnel. On est là pour aider ces jeunes à trouver de l'information. En fait, on travaille sur ce qui les motive en les laissant aller au bout de leur intérêt. On demande d'ailleurs aux jeunes ce qui les intéresse et on leur cherche des livres. On organise aussi des ateliers. Ce que l'on veut c'est susciter la discussion et provoquer les mentalités. Récemment, on a pris des livres sur la drogue à la bibliothèque et trouvé des points de vue contradictoires, des avis incompatibles. On va bientôt mettre ces idées-là sur un tableau et demander aux jeunes où ils se situent par rapport à cela, ce qu'ils en pensent, sans jamais émettre de jugement. De cette façon, ils apprennent tout en ne se sentant pas sermonés.»

Pour Fred et Stéphane, il est très important d'être dans la rue avec les jeunes. C'est d'ailleurs pour cela que cette année la

*Biblio-Vélo* n'est pas au *Bon Dieu dans la rue*, l'organisme n'offrant pas de travail de rue. Pops leur a donc conseillé de faire une demande de subvention au comité du maire de Montréal qui les finance maintenant à hauteur de 50% (l'autre moitié tarde à venir). Puisque le projet n'est pas enregistré, l'organisme *Cactus* en est le fiduciaire et le *Centre Saint-Pierre* les héberge gratuitement. Pour ce qui est des livres, il y a trois sources d'approvisionnement principales: des libraires, qui leur donnent des livres; la *Bibliothèque de Montréal*, où ils en empruntent; et les *Amis des bibliothèques* qui, après leur vente annuelle, offrent les livres invendus aux organismes communautaires. Les deux «travailleurs-*Biblio-Vélo*» achètent aussi des livres, introuvables ailleurs, au *Salon du livre anarchiste*, au grand plaisir de leur clientèle.

Les deux comparses estiment qu'à chaque sortie, il y a entre 20 et 40 qui consultent les livres. Même s'il n'y a qu'une seule personne, ils resteront jusqu'à ce qu'elle ait terminé sa lecture. Et lorsque le temps alloué n'est pas suffisant, les jeunes peuvent les emprunter. On leur demande leur nom, le titre du livre et on leur donne un rendez-vous pour rendre le livre. Certains doutent que les livres soient retournés, mais Fred nous explique

que le taux de retour est plus élevé que celui de la *Bibliothèque de Montréal*. Il faut dire qu'à force d'être dans le parc, ils connaissent les jeunes et eux les connaissent aussi. Les travailleurs-éducateurs sont là si souvent que même la police les considère parfois comme des jeunes de la rue et, sous menace de contraventions, les oblige à «circuler». N'est-il pas surprenant que la police délègue des personnes en train de lire tranquillement dans un parc? Reste à savoir si la connaissance est réellement réservée aux nantis... même sur un banc de parc. L'expérience est à suivre: du moins tant que Fred et Stéphane seront là pour s'assurer que le droit de lire appartient à tous.



Fred et Stéphane, travailleurs de rue.

Photo: Jean-Pierre Lacroix

urbaine@hotmail.com

# Donner c'est donner!

Gabriel BISSONNETTE

Responsable de la distribution de L'itinéraire

Comme je revenais de vacances, la semaine du 16 juillet, la chaîne TVA nous invite à participer à une discussion sur la quête dans la rue et sur les quêtueux. Mes collègues de travail me disent: «Tu devrais y aller, tu l'as déjà vécu». Je prends donc mon courage à deux mains et me présente au studio des *Nouvelles du midi*.

La question posée à l'émission: «Faut-il donner ou ne pas donner aux quêtueux dans la rue?» Nous recevons un appel d'un téléspectateur de Montréal: «Moi je suis contre, nous ne devons pas donner d'argent à ceux qui quêtent dans la rue. Ces gens devraient aller travailler au lieu de bummer. Les gens qui quêtent pour manger, je n'y crois pas! Il y a tellement d'organismes qui donnent de la bouffe. Ils ne peuvent pas mourir de faim et je suis certain qu'ils n'utilisent pas cet argent pour se nourrir.» Pour avoir vécu cette situation, je sais que ce n'est pas souvent le cas.

Je réponds à cet homme en utilisant l'Accueil Bonneau comme exemple. Pour défendre mon point de vue, j'explique que c'est pas toujours évident d'aller à la soupe populaire, que les sans-abri n'ont pas toujours envie d'aller à l'Accueil Bonneau, qu'ils n'ont pas toujours envie de manger des sandwiches au baloné. Nous sommes en direct et je n'ai pas la possibilité d'élaborer.

## L'Accueil Bonneau

Quelques jours plus tard, je reçois deux appels de l'Accueil Bonneau me faisant part que des bénévoles n'avaient pas aimé ma «réplique» et que j'avais dit que l'Accueil Bonneau servait seulement des sandwiches au baloné. Je voudrais donc profiter de l'occasion pour remettre les pendules à l'heure. D'abord, je voudrais m'excuser auprès des bénévoles de l'Accueil blessés par mes paroles. Je précise ici ce que j'ai voulu dire et que je n'ai pas eu le temps d'expliquer pendant l'émission, faute de temps.

Je n'ai pas dit que l'Accueil Bonneau ne servait que des sandwiches au baloné. Oui, l'Accueil offre des sandwiches de toutes sortes. Mais il arrive aussi que des sandwiches au baloné soient au menu. J'en sais quelque chose, ayant fréquenté l'Accueil pendant quelques années. L'Accueil Bonneau sert des repas chauds tous les matins, du lundi au vendredi. En plus, il y a de bons desserts: beignes, gâteaux, tartes et friandises. Tous les aliments sont frais. Autrement, à la poubelle. Je le sais, j'ai fait 100 heures de travaux communautaires à Bonneau. Je faisais le tri et j'ai travaillé à la livraison, je sais de quoi je parle. Il peut arriver que, la fin de semaine, il y ait un peu plus de sandwiches, accompagnés de légumes frais et de boissons fraîches. À l'occasion d'événements spéciaux, à Noël, à Pâques, au temps des

sucres... Bonneau offre des repas fabuleux avec beaucoup d'amour.

L'Accueil sert en moyenne 5,600 repas par semaine et peut-être plus encore. Tous les bénévoles peuvent manger gratuitement. Je trouve ça correct car je peux vous assurer que ces bénévoles font un excellent travail. Ils traitent les sans-abri un peu comme leurs enfants; ils ont le coeur à la bonne place. Sans eux je ne sais pas si Bonneau serait toujours là pour aider les personnes en difficulté. Je me demande parfois si il y aura une relève, car les bénévoles vieillissent.

Je n'oublie pas les chères bonnes soeurs qui se dévouent à donner du bonheur et de la dignité aux bénéficiaires.

Voilà ce que j'aurais voulu dire. Dans le fond, je suis un peu content que ça soit arrivé, ça me permet de m'expliquer par écrit.

## On donne ou on donne pas

Presque tout le monde le sait, vivre dans la rue, c'est comme vivre dans la jungle et la loi de la rue n'est pas la plus facile. Malheureusement, il y en a qui mendient pour bouffer. On n'a pas toujours l'énergie pour se rendre à Bonneau dans le Vieux-Montréal pour manger, surtout quand on habite la ville. Oui, ça arrive de ne pas avoir le goût d'aller manger des sandwiches parce qu'on en a mangé toute la semaine. Non il n'est pas évident d'aller dans les soupes populaires, de faire la queue pour manger, pour mille et une raisons. Il y a ceux qui sont trop malades pour s'y rendre, qui ont besoin d'aliments plus nutritifs à cause de leur état. Il y a aussi la gêne: «Qu'est-ce que le monde va dire ou tout d'un coup que je rencontre quelqu'un que je connais?». Bien oui! Il y a beaucoup de personnes en difficulté ou qui ont des problèmes de santé mentale et quêtent pour se nourrir.

Suite à la page 31 →

### Prière au Saint-Esprit

Saint-Esprit, toi qui résouds tous les problèmes, toi qui éclaires tous les chemins pour m'aider à atteindre mon but, toi qui me donnes le don divin de pardonner et d'oublier le mal que l'on fait, toi qui te trouves à mes côtés dans toutes les circonstances de la vie. Je veux, par cette courte prière, te remercier pour tout et te confirmer une fois de plus que je ne voudrais pas être séparé de toi, même en dépit de toutes tentations matérielles illicites. Je veux être avec toi dans la gloire éternelle. Merci pour ta miséricorde envers moi et les miens.

Vous devez réciter cette prière pendant trois jours consécutifs. Ensuite, la faveur demandée vous sera accordée, même si elle vous paraît difficile à obtenir.

Vous devez alors publier cette prière, y compris les instructions, immédiatement après que votre souhait a été exaucé, mais sans mentionner la nature de votre vœu. Seulement vos initiales devront apparaître à la fin de cette prière. G.R.

Service d'écoute pour personnes en détresse



Une écoute respectueuse, anonyme et confidentielle

24 heures/jour  
7 jours/semaine  
Bilingue

# Un recyclage plus humain

André LAFRENAIE

Je ramasse sur le sol et dans les poubelles des cannettes et des bouteilles vides consignées pour les vendre dans des dépanneurs ou des supermarchés. Je ne prends pas les bouteilles d'eau car elles ne rapportent rien. Leur plastique moins résistant, peut être de qualité inférieure à celui des bouteilles de boissons gazeuses, qui rapportent 0,05\$. Pourquoi ne seraient-elles pas consignables à 0,03\$? N'est-t-il pas déplorable de voir toutes ces bouteilles prendre le chemin du dépotoir? Le ministère de l'Environnement et Recyc-Québec diffusent de la publicité pour dire que «35 contenants de plastique de 2 litres servent à fabriquer une paire d'espadrilles». Avec toutes les bouteilles d'eau en plastique qui finissent aux dépotoirs, on se prive d'un joli paquet de paires d'espadrilles! Et ce, sans compter les bouteilles de Gatorade et de Powerade contenant peut-être deux fois plus de plastique que celles des boissons gazeuses qui ne rapportent rien elles non plus... Ajoutons qu'il est étrange que les bouteilles en plastique de boissons gazeuses de 2 litres, dont parle la publicité de Recyc-Québec, ne valent seulement que 0,05\$, soit le même prix que les

petites bouteilles de 600 ml. Résultat: les «gars» ne les ramassent même pas.

Les cannettes de jus et de thé glacé sont acceptées dans les machines installées dans des supermarchés mais elles ne sont même pas consignées. Ces cannettes contiennent-elles donc tellement moins de métal que les autres cannettes? Pourquoi ne pas consigner tous les contenants: boissons non gazéifiées, bouteilles en verre de jus et de boissons alcoolisées. Personne ne les ramasse, car ils ne rapportent rien.

Le système des points de dépôt est également bizarre à certains niveaux. Par exemple: les dépanneurs ne sont pas tenus d'accepter les contenants qu'ils ne vendent pas et on ne sait pas où aller les porter. Pendant les festivals, plusieurs dépanneurs refusent même les contenants qu'ils vendent, ce qui est sans doute illégal. Parfois, ils cessent de prendre tous les contenants parce qu'ils n'ont plus de place.

Suite à la page 31 →

## Radio Ville-Marie

91,3 fm Montréal  
• 100,3 fm Sherbrooke

### Une station branchée sur la vie

Une programmation diversifiée et captivante  
24 heures à l'écoute de la vie  
140 émissions par semaine  
110 animateurs et chroniqueurs  
150,000 auditeurs en quête de musique de qualité, de réflexion et de partage  
30 organismes communautaires participants

### Notre mission :

éclairer, divertir, informer, contribuer au progrès humain, social, culturel et spirituel

Dans un monde en changement, Radio Ville-Marie: une voix réconfortante qui fait chaud au coeur

1-877-668-6601 - *Rester à l'écoute!* - (514) 382-3913

Radio Ville-Marie est récipiendaire du prix international Agnellus Andrew

Pour obtenir l'horaire détaillé :

Radio Ville-Marie

505 avenue du Mont-Cassin, Montréal, Québec H3L 1W7

Tél.: (514) 382-3913 Télécopieur : (514) 858-0965 Sans frais : 1 877 668-6601

Internet : [www.radiovm.com](http://www.radiovm.com)

courriel : [cira@radiovm.com](mailto:cira@radiovm.com)

# Les dessous de Montréal-la-commerciale

George WYNN,

écrivain sans domicile fixe de passage dans la métropole

traduit de l'américain par Nancy ROUSSY

À Montréal, il y a de la fébrilité dans l'air, ces samedis soirs de festival de la mi-juillet. À l'occasion du *Festival Juste pour vivre*, les touristes déambulent rue Saint-Denis entre les défilés animés et les kiosques, amusés par les tambours et les danseurs vêtus de costumes médiévaux. La foule s'arrête rue Viger pour observer le spectacle des feux d'artifices dans le ciel enfumé rouge et vert. Il s'agit réellement d'une atmosphère de fête, mais pas pour les hommes âgés qui se promènent, avec une couverture de laine dans leur sac en bandoulière, faisant la sieste près des ramparts un peu plus loin. Pendant que les joyeux marcheurs se dirigent vers le Vieux-Montréal, ils ne se rendent pas compte de la présence d'un vieil homme malade aux cheveux gris qui a élu domicile sous les arbres, près de la station de métro Champ-de-Mars.

Pour avoir écrit pendant cinq ans pour plusieurs journaux de rue d'Amérique du Nord, j'ai compris que chaque ville possède son lieu d'exclusion. L'itinérant, l'exclus, le «sans domicile fixe» doit trouver un moyen de survivre dans un environnement qui demande plus ou moins de créativité selon le degré d'hostilité du milieu. Contrairement aux touristes festifs, les exclus ne peuvent pas avoir la tête dans les nuages: ils doivent constamment garder les deux pieds sur terre. Ma première impression est que les sans-abri sont des spectateurs indésirables aux yeux de la Montréal-très-commerciale.

Je me retire chaque soir dans la section «fiction» d'une librairie, près de l'université McGill, pour réfléchir sur les notes que j'ai prises. La section des «raconteurs d'histoire» m'ébahit. Pourquoi ai-je choisi de documenter les humeurs de l'histoire de notre population la plus vulnérable? Peut-être est-ce la muse philosophique de la justice qui m'interpelle ainsi, ou peut-être est-ce le fait d'être l'enfant unique de parents ayant survécu à l'Holocauste.

Les statistiques démontrent que la plupart des sans-abri de Montréal ont moins de 35 ans, mais cela est difficile à croire à la vue de la file d'attente formée de personnes de 40, 50 ou 60 ans

## Prière au Saint-Esprit


Saint-Esprit, toi qui résouds tous les problèmes, toi qui éclaires tous les chemins pour m'aider à atteindre mon but, toi qui me donnes le don divin de pardonner et d'oublier le mal que l'on fait, toi qui te trouves à mes côtés dans toutes les circonstances de la vie. Je veux, par cette courte prière, te remercier pour tout et te confirmer une fois de plus que je ne voudrais pas être séparé de toi, même en dépit de toutes tentations matérielles illusives. Je veux être avec toi dans la gloire éternelle. Merci pour ta miséricorde envers moi et les miens.

Vous devez réciter cette prière pendant trois jours consécutifs. Ensuite, la faveur demandée vous sera accordée, même si elle vous paraît difficile à obtenir.

Vous devez alors publier cette prière, y compris les instructions, immédiatement après que votre souhait a été exaucé, mais sans mentionner la nature de votre vœu. Seulement vos initiales devront apparaître à la fin de cette prière. C.L.

devant la *Old Brewery Mission*, à cinq heures du matin le week-end, pour prendre leur seul et unique repas. Ce sont des hommes qui ont résisté à plusieurs moments durs et qui se blâment eux-mêmes pour leur malchance: «*J'ai fait des gaffes...*» semble être une réplique assez commune chez eux. Ces vétérans aux yeux vitreux, fatigués de la rue, ont toujours un rayon de fierté. Ces âmes charitables offrent généreusement des renseignements sur les endroits où trouver gratuitement gîte et nourriture.

Rue Peel, un quêteux se plaint: «*Il n'y a pas de compassion à Montréal pour les mendiants*». Les passants semblent tout faire pour éviter le regard des mendiants. Personne ne s'arrête pour discuter avec eux par les temps qui courent. La conscience sociale est en vacances dans cette ville, assourdie par la consommation aveugle et les festivals sans fin. Il me semble tellement paradoxal qu'avec tout le bruit et les festivals montréalais, les personnes itinérantes doivent rester silencieuses. Les vendeurs de *L'itinéraire* et les mendiants semblent être moins revendicateurs contrairement à ce qui se passe dans les villes américaines où les pauvres se battent de manière agressive pour survivre.

Une des caractéristiques de la démocratie urbaine est de subvenir aux besoins fondamentaux de sa population. Les citoyens de Montréal se soucient peu des plus pauvres. Madame et Monsieur, vous pourriez peut-être changer cette situation. La prochaine fois que vous verrez un mendiant tendre sa casquette de baseball vers vous rue Sainte-Catherine, déposez-y quelques pièces de monnaie. Vous aurez une ville plus chaleureuse. 



## ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC



Bon 10<sup>e</sup> anniversaire

### André Boulerice

Secrétaire d'État à l'Accueil et l'Immigration et Député de Sainte-Marie-Saint-Jacques

1951, boul. de Maisonneuve Est  
Bureau 001  
Montréal, Québec

H2K 2C9

Tél. : (514) 525-2501

Télec. : (514) 525-5637

Courriel : [abcomte@videotron.ca](mailto:abcomte@videotron.ca)

# Des journaux pour changer le monde

Nancy ROUSSY

Du 26 au 29 juillet dernier avait lieu à San Francisco le 6e Congrès annuel de l'Association des journaux de rue nord-américains (NASNA). Cet événement est un des moments privilégiés de l'année où les journaux de rue de tous genres, de la feuille photocopiée au journal glacé en couleurs, peuvent se ressourcer et échanger sur les sujets qui les préoccupent en tant que média alternatif, et plus particulièrement la pauvreté et l'itinérance.

## NASNA

La NASNA a vu le jour en 1996 à Chicago, lors d'un premier congrès qui regroupait quelque 20 journaux de rue. Lors de ce congrès, plusieurs délégués ont noté la nécessité de créer un lien plus étroit entre les différents journaux pour s'assurer de leur viabilité. D'où le leitmotiv «L'union fait la force». Elle compte aujourd'hui plus d'une trentaine de membres aux Canada et aux États-Unis.

La NASNA a pour mandat d'appuyer un mouvement de journaux de rue, qui partagent des standards éthiques et journalistiques, tout en faisant la promotion de l'appropriation de leur propre pouvoir par les pauvres, (l'empowerment). L'association reconnaît aussi un lien indéniable, pour plusieurs journaux, entre la viabilité et la présence de camelots. C'est pour cette raison qu'elle demande un traitement équitable pour tous les camelots, à défaut de quoi un journal ne peut faire partie de la NASNA. L'association poursuit aussi cinq objectifs particuliers: «améliorer la qualité et la stabilité des journaux existants en créant un réseau d'entraide dans le but de partager les ressources et les compétences; appuyer la création de nouveaux journaux de rue en offrant de l'aide technique, y compris une variété de modèles; faire valoir publiquement le mouvement des journaux de rue et promouvoir les publications des membres; promouvoir, appuyer et créer un mouvement plus unifié pour combattre la pauvreté en Amérique du Nord, grâce à la liberté d'expression; organiser un congrès annuel offrant des ateliers, favorisant le réseautage et mettant sur pied des stratégies pour la croissance du mouvement des journaux de rue».



Nomades urbains

Photos: Nancy Roussy

## Le congrès 2001

Cette année, les délégués ont participé à des ateliers d'écriture poétique, d'atelier portant sur les droits humains et civils dans le traitement en santé mentale, sur le journalisme

comme outil de changement social, etc. Les congressistes devaient aussi voir rapidement aux affaires de la NASNA. Il y a eu la nomination de deux nouveaux journaux membres, dont un dans le grand Los Angeles aidé par le *Making Change* de Santa Monica. Plusieurs autres journaux sont venus s'informer des avantages qu'offre la NASNA et se sont montrés intéressés à devenir membres, ce qui démontre très bien la croissance des médias qui donnent une voix aux sans voix. Il a aussi été résolu à la majorité que la NASNA appuierait une idée provenant du *House the Homeless* situé à Austin (Texas) et du *Universal Living Wage*: ajuster le salaire minimum aux fluctuations du marché pour que les Américains rémunérés au salaire minimum puissent pourvoir à leurs besoins essentiels. Et, évidemment, il y a eu l'élection des 11 membres du nouveau comité exécutif.

Lors du congrès, nous avons aussi été invités à participer à une manifestation contre les multiples articles discriminatoires publiés par les médias commerciaux. La cible, cette fois, était le *San Francisco Chronicle*, qui avait publié dernièrement un article «anti-itinérants» où étaient cités, entre autres, les mots virulents du maintenant célèbre maire Brown: «On devrait chasser tous les itinérants, car ils enlaidissent la ville, font fuir les touristes, sentent mauvais, et de toute façon tout le monde se fout». Cela m'a fait penser légèrement aux opérations de nettoyage effectuées pendant nos nombreux festivals.

D'un côté plus réjouissant, le congrès a été l'occasion de féliciter un journal dont la qualité s'est incroyablement améliorée. Le prix a été attribué, ex-aequo, à nos amis de *La Quête* de Québec (leurs deux représentants furent très surpris) et au journal *Street Roots* de Portland (Oregon). Félicitations une fois de plus aux gagnants!

Le congrès a été, encore une fois, un moment incroyable qui nous a permis de rencontrer des militants, des



Le sans-abri «Sénator»



Abri de fortune



Marcel et Bernard de la Quête de Québec

L'équipe de Street Talk de Portland (Oregon)



journalistes, des rédacteurs, intéressés à entendre et à décrire une réalité que beaucoup trop de médias tentent d'ignorer ou de cacher. Lors de cette rencontre, il était clair que les journaux de rue, en se permettant de dénoncer les injustices de leur coin de pays, tentent l'impossible pour améliorer la situation des exclus. Il est très stimulant de savoir que partout des personnes refusent l'absurdité d'une pauvreté qui s'accroît de jour en jour.

### San Francisco

Un des points marquants de ce congrès fut certainement la ville hôte: San Francisco. Considérée comme l'une des plus belles villes d'Amérique du Nord, plusieurs ont été étonnés par l'ampleur de la pauvreté. Les délégués de *L'itinéraire* et de plusieurs autres journaux logeaient au *YMCA Central*, en pleine zone touristique, dans un quartier en détresse. La rue Golden Gate, où nous étions logés, offrait un spectacle désolant. Les trottoirs couverts de cabanes de fortune fabriquées à l'aide de couvertures servaient de refuge à des dizaines de personnes. Certains habitaient même de vraies tentes, tandis que d'autres dormaient dans des sacs de couchage ou carrément sur le trottoir. Tous leurs biens personnels étaient chargés dans des paniers d'épicerie. Et partout le même scénario. Malheureusement, dans la plupart des états américains (y compris la Californie), la loi interdit de dormir à l'extérieur. Très tard la nuit, nous avons vu des policiers, chassant les itinérants en les menaçant de la prison.

Plusieurs personnes ayant perdu leur logement et se retrouvant à la rue ont tenté de vivre dans leur voiture. Mais, dernièrement, un nouvel article de loi interdit aux Californiens de dormir ou de vivre dans leur véhicule. Ce qui, une fois de plus, mène les gens à la rue. Un soir, j'ai rencontré Stephany, Joseph et leurs cinq enfants, parqués sur le trottoir. Avoir tant d'enfants, c'est horrible, dites-vous? Pourtant, il y a huit mois, Joseph avait un bon emploi et vivait dans un petit appartement très cher aux limites de San Francisco. Un jour, son propriétaire a décidé d'augmenter le loyer et, comme Joseph ne pouvait plus rien se permettre (même pas de nourriture), il décida de déménager. Le problème est qu'il n'a malheureusement rien pu trouver. Il s'est donc retrouvé à la rue avec Stephany enceinte et ses quatre enfants. Propriétaire d'une voiture qui ne valait pratiquement rien, ils avaient au moins un refuge. Mais maintenant, ils dorment cachés à côté de la voiture pour ne pas se faire repérer par la police. Seule la petite Hope (belle ironie!) dort confortablement, cachée sous des couvertures, dans la voiture. Lorsque la police arrive, les enfants

font semblant de jouer dans la rue, comme s'ils habitaient le quartier, tandis que Joseph et Stephany tentent, tant bien que mal, de faire taire la petite en faisant semblant de se promener. Fiction? Mélodrame à l'eau de rose? Hélas! Tous ces personnages sont réels, je les ai vus, je leur ai parlé: Joseph, Stephany, Joshua, Michael, Brit, Sammy et Hope.

Mel Young de l'édition écossaise de *Big Issue* a été tellement choqué qu'il s'est promis d'écrire dans un prochain article que «*les États-Unis sont un pays du Tiers-Monde*». Tous ceux et celles qui ne venaient pas des États-Unis étaient sidérés à la pensée que leur gouvernement pouvaient souhaiter ressembler à l'Oncle Sam. Et que penser de ces touristes et gens d'affaires qui passent nonchalamment à côté d'un couple couché sous une tente. Tant de richesses et si peu de gens qui en profitent! Et, si je puis me permettre une comparaison avec notre société, au risque de me répéter: veuillez entendre ici un cri d'alarme pour notre propre avenir! Toutes ces misères que nos instances politiques se refusent de voir me font trembler: embourgeoisement, hausse des loyers, logement social inadéquat et insuffisant, hausse du coût de la vie sans indexation (sauf pour les nantis), salaire minimum ne permettant pas de vivre convenablement, services sociaux éffrités... ne sont que des précurseurs du grand mal social et économique qui nous guette. Mal qui ne s'en ira pas même si l'on prétend qu'il n'existe pas!

Mais tant que les journaux de rue existeront, il y aura toujours une voix pour celles qui sont trop souvent étouffées, et un désir de dénoncer la violence, inacceptable, de cette réalité.

[urbaine@hotmail.com](mailto:urbaine@hotmail.com)

**Envoyez vos dons à l'ordre du**  
Groupe communautaire  
**L'ITINÉRAIRE**

À L'ADRESSE SUIVANTE  
**1108 RUE ONTARIO EST,  
MONTREAL, H2L 1R1**

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TÉL.: \_\_\_\_\_

MONTANT \_\_\_\_\_ \$

**JE DESIRE RECEVOIR UN REÇU D'IMPÔT  
(POUR TOUT MONTANT DE 10 \$ ET PLUS)**

Contribuez

à la poursuite

de cette

oeuvre

auprès

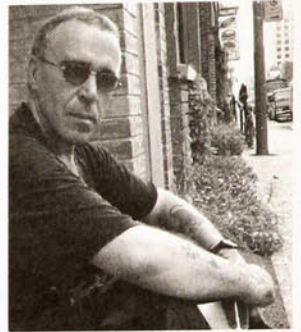
des plus

démunis

# Une piquerie verra le jour sur le Plateau

Patrice McDONALD

Depuis quelques semaines, les médias ont rapporté l'existence d'un nouveau projet de piquerie dans le quartier du Plateau Mont-Royal. La figure de proue de cette entreprise aussi essentielle qu'ambitieuse: le travailleur «d'égouts», Normand Senez. Pour le moins controversé, Senez n'a pas la langue dans sa poche et fait fi des critiques et de tous ceux qui veulent lui mettre des bâtons dans les roues. Pour plusieurs, il est le Saint-Bernard des toxicomanes, pour d'autres, il est le diable en personne. Tous s'entendent, par contre, pour dire qu'il va jusqu'au bout de ce qu'il entreprend et qu'il fait bouger les choses.



Normand Senez

## Une nécessité

Ayant mûri cette idée pendant plus de deux ans, Normand Senez avait alors entrepris d'en implanter une, mais les forces de l'ordre l'ont empêché de mener son projet à terme. Senez a toutefois atteint son but: «On savait que si, à l'époque, on avait ouvert une piquerie assistée, elle aurait aussitôt fermé. Il n'y avait pas l'effervescence d'aujourd'hui autour de ce problème. Ce qu'on voulait principalement, c'était que le monde s'en parle», affirme-t-il. Et il a eu raison; la conscience sociale des citoyens s'est accrue depuis qu'il s'occupe de la cause des héroïnomanes du Plateau Mont-Royal. Déjà, des bacs pour les seringues souillées ont été placés dans plusieurs établissements, et les résidents et commerçants du Plateau sont devenus plus sensibles à la cause des utilisateurs de drogues injectables (UDI).

«C'est anormal qu'il n'y ait pas encore un service comme ça à Montréal», lance Normand Senez. «Il y a urgence et il est temps qu'on se réveille avant qu'il soit trop tard», poursuit-il. Senez n'est pas non plus dans ce projet à des fins personnelles. Ce travail, il l'effectue à son compte. Il a bien essayé d'obtenir du financement auprès de la Ville de Montréal, mais il s'est fait répondre que «financer Normand Senez équivalait à lancer une bombe sur le Plateau». Mais, qu'il ait de l'argent ou non, Senez entend bien terminer son travail.

## Endroit agréable

Ce que veut Normand Senez, c'est d'abord sortir de leur solitude les UDI qui utiliseront ces services. La plupart des junkies sont des êtres solitaires et n'entretiennent que très peu de relations avec les autres. «En leur proposant un endroit sécuritaire et agréable où il y a des gens trippants, peut-être qu'on va établir des liens de confiance et qu'on va devenir des personnes significatives pour eux. De là, on peut commencer à leur proposer autre chose», explique Normand Senez. «Ça ne sera jamais un endroit de vente de drogue. Notre job est de nous assurer que les gens ne se shootent pas de la merde et qu'il sont accompagnés quand ils se piquent», poursuit-il.

## Criminalité

Pour réussir son entreprise, Senez doit négocier à plusieurs niveaux: d'une part, il doit s'entendre avec les instances poli-



Gilles Duceppe



Député de Laurier-Sainte-Marie  
Chef du Bloc québécois

1717, boul. René-Lévesque Est, bureau 205,  
Montréal (Québec) H2L 4T3  
Tél.: (514) 522-1339 Téléc.: (514) 522-9899

Ville de Montréal

**Sammy Forcillo, CA**  
Conseiller municipal  
District de Saint-Jacques (38)



275, rue Notre-Dame Est  
Bureau 1.112  
Montréal H2Y 1C6  
Téléphone: (514) 872-8007  
Télécopieur: (514) 872-9131  
elu@ville.montreal.qc.ca

tiques susceptibles de l'aider mais, d'autre part, vu la nature délicate du projet, il se doit d'avoir accès aux revendeurs de drogues. «Ce que je leur propose, c'est un genre de non-arrestation. Je leur suggère une autre façon de travailler. Lorsqu'un commerçant est dérangé par la présence de pushers près de son établissement, qu'il vienne me voir et je négocierai avec les dealers pour qu'ils soient au moins plus discrets», dit Senez.

Toutefois, il faut être clair, Normand Senez ne travaille pas en partenariat avec le milieu criminalisé. Comme il le dit lui-même: «Pour savoir ce qui se passe dans la rue, dans le monde de la dope, il faut connaître tous les aléas du milieu. La criminalité en est un élément important. Faut pas jouer à l'autruche et faire comme si ça n'existait pas. Moi je compose avec la réalité.» D'ailleurs, négocier avec ce milieu a été plus facile et plus rapide qu'essayer de s'entendre avec les décideurs bien pensants de l'ensemble du réseau de la santé.

Jeu dangereux? Peut-être. Senez a déjà eu peur pour sa vie. Ce n'est pas tout le monde dans le milieu criminalisé qui fait confiance à un étranger, même si Normand Senez n'en est pas tout à fait un. Sa connaissance du milieu, il l'a acquise à prix fort: de la drogue, il en a consommé, surconsommé et en a même vendu. Ce qui lui vaut aujourd'hui une expertise peu commune, mais aussi un système nerveux complètement déglingué.

### Sauver des vies

Le but premier de la future piquerie est de sauver des vies en sachant vraiment ce que la personne consomme, histoire de ne pas s'injecter de l'Ajax. Les personnes dont Senez s'est entouré, préfèrent rester anonymes, mais ont toutes une grande expérience de la rue.

Dans un deuxième temps, la piquerie servira de havre à une clientèle non seulement marginalisée par la société (le pire des méfaits sociaux étant la consommation par injection) mais aussi exclue des programmes de santé en général. Les utilisateurs devront se plier à certaines conditions pour pouvoir accéder et utiliser les services de la piquerie.

Normand Senez estime qu'il s'est produit assez de faits sur le Plateau pour que l'ensemble des résidants et des commerçants s'unissent pour demander eux-mêmes l'implantation d'un tel lieu. Il n'a aucun doute là-dessus.

### «Laissez-moi travailler»

Normand Senez se considère lui-même comme un *baveux*. Il dit tout haut ce que les gens ne veulent pas savoir. Plusieurs intervenants du milieu communautaire le détestent, mais il ne se gêne pas pour leur répondre.

«Un jour, les gens vont bien finir par me prendre comme je suis et arrêter de vouloir me mettre des bâtons dans les roues. De toutes façons, ça ne marche pas», dit-il en souriant. «J'ai du cœur, je suis un passionné, je connais les problèmes mieux que quiconque et je sais ce qu'il y a à faire. Laissez-moi travailler», conclut-il.

Senez est là pour rester. À chacune de ses initiatives, il se met la tête sur le bûcher. Il prend des risques, pas toujours calculés, mais se rend toujours à destination. Nombreux sont ses projets qui sont devenus des outils de travail pour des travailleurs du milieu. Rares sont les intervenants qui se mouillent autant pour leur cause, même au sein d'organismes communautaires. Quant à l'ouverture de la piquerie, aucune date n'a encore été fixée. Mais vu l'obstination de Senez, elle ne saurait tarder.

patrice\_mc\_donald@hotmail.com 



CHAMBRE DES COMMUNES



**Bernard Bigras**

Député de Rosemont

2105, rue Beaubien Est  
Montréal (Québec)  
H2G 1M5  
Tél.: (514) 729-5342  
Télécopieur: (514) 729-5875

**CIRQUE DU SOLEIL**



8400, 2<sup>e</sup> Avenue, Montréal (Québec) Canada H1Z 4M6

# Le Squat Overdale

Pierre DEMERS

L'ouverture du squat le 27 juillet dernier était attendue depuis longtemps. Le Comité des sans-emploi Montréal-centre n'avait rien négligé pour mobiliser les groupes communautaires et les militants sympathiques à la cause du logement social montréalais et à leur action d'éclat.

La publicité sauvage faisait son travail depuis quelques semaines déjà. Une bande dessinée inspirée d'Astérix affichée sur les murs de la ville donnait le ton: «Non à la gentrification, pas de condos dans mon quartier». On se doutait bien que cette action illégale aurait des répercussions. D'autant plus que, cette année, le 1<sup>er</sup> juillet a fait remarquer la précarité des familles pauvres qui n'arrivent plus à se reloger. La Ville a refusé jusqu'au bout de reconnaître l'urgence de la situation malgré les centaines de familles sans logement. Il semblerait que les familles en quête de logement soient beaucoup plus nombreuses que ne le laissent entendre les chiffres officiels. De nombreuses femmes chefs de famille refusent en effet de signaler leur détresse de peur de perdre la garde de leurs enfants.

## Une marche dans l'ouest

La cause du squat était donc plus criante que jamais. C'est peut-être pour cette raison que le rassemblement au Carré Saint-Louis, suivi de la marche rue Sherbrooke vers l'ouest furent un des moments forts de l'été militant à Montréal. Les trois policiers en vélo qui montraient beaucoup de bonne volonté pour escorter ce beau monde vers le squat se sont même mis de la partie pour rendre l'événement un peu plus festif et loufoque. Ils cherchèrent en vain le vrai responsable de



Photo : Jean-Pierre Lacroix

l'événement de même que l'endroit où la marche devait se terminer. Ils se firent répondre à l'unisson par la foule rassemblée: «Nous sommes tous responsables de ce qui arrive aux sans-logement».

De façon générale, la marche s'est déroulée dans un climat de grande camaraderie sous les yeux étonnés de touristes américains, qui n'arrêtaient pas de filmer des souvenirs de vacances tout en lisant les tracts des militants. Sur les pancartes et sur le camion musical qui menait les 500 marcheurs vers une destination inconnue dans l'ouest de la ville, on pouvait lire des slogans révélateurs, qui résumaient les idées des futurs squatteurs: «Squat mot logé dans ma tête, il y a des bâtiments vides; sans toit, sans loi;

*pas de chicane dans ma cabane, pas de cochons dans mon salon; brisons le cadenas du capitalisme: squattons; fuck the law, squat the world».*

Durant la marche, des répliques militantes venaient confirmer les revendications des sans-logis. Des répliques, elles aussi inspirées comme celles-ci: «On veut plus d'aide de l'État, on se procure notre habitat; qui sème la misère récolte la colère; stop à l'indifférence, mettons fin à l'itinérance; mettre à la rue mères et enfants, nous on trouve ça révoltant.»



Au 13, rue de l'Espoir

Photo : Pierre Demers

## Le squat Overdale

Plus tard, quand les marcheurs se sont transformés en squatteurs et ont pris possession de la maison-symbole abandonnée



Photo - Pierre Demers

depuis 12 ans, ce sont les même slogans qu'on a retrouvés sur les murs. La maison Louis-H Lafontaine est le seul vestige de l'îlot des 107 logements à prix modique, démolé en 1988 pour faire place à une série de condos jamais construits. Aujourd'hui, un vaste stationnement occupe l'espace, comme c'est souvent le cas à Montréal, où l'on préfère bien

loger les automobiles et déloger les familles.

Le choix de cette maison avait été déterminé par le *Comité des sans emploi Montréal-centre* pour sa valeur symbolique. La première journée de l'occupation, Mathieu Thériault, membre du Comité, l'a confirmé. *« Il y a de nombreux édifices comme celui-ci, dans la ville, que les propriétaires laissent volontairement vides. Pendant ce temps, les familles pauvres n'ont plus de logement. On a choisi cette maison pour dénoncer la crise aiguë du logement social à Montréal, mais aussi pour rappeler que cette crise ne date pas d'hier. C'est bon de le rappeler à la population et aux politiciens, qui ont la mémoire courte. En 1988, on a envoyé l'escouade anti-émeute pour expulser des familles de leur logement—la police sert d'abord les intérêts des capitalistes. Quand il est question de logement, la même logique prévaut toujours. C'est pourquoi nos militants ont décidé de s'approprier eux-mêmes un logement vide et de renouer avec la tradition d'occupation en n'attendant rien des autorités, visiblement plus concernées par les besoins des propriétaires et des mieux nantis. »*

### 13, rue de l'Espoir

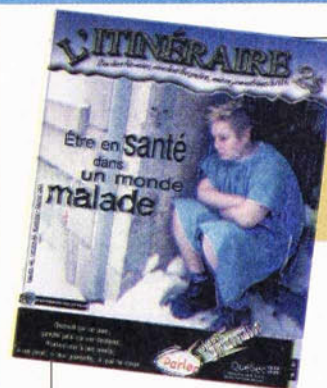
Puis les choses se bousculèrent. Les squatteurs inventèrent leur manière d'occuper les lieux. Les solidarités se multiplièrent rapidement. Les dons en argent, en nourriture et en biens de toutes sortes ne cessèrent d'affluer. Le squat, baptisé par les occupants *« 13 rue de l'Espoir »*, confirma que l'imagination revenait au pouvoir dans l'îlot Overdale. La métropole découvrait une autre

façon de gérer ses édifices abandonnés. Les squatteurs découvraient, pour leur part, une autre manière de vivre en commun, une autre façon de vivre dans un lieu de passage.

Et, à l'occasion du premier squat officiel montréalais, le cirque des médias et des politiciens opportunistes s'est également mis en branle. Pour une fois, les médias ont traité le sujet avec



Photo - Jean-Pierre Lacroix



**50,61\$ pour 12 numéros**

(taxes et frais de poste compris)

**Recevez-nous  
chez vous!**



Pour chaque abonnement supplémentaire à la même adresse, ajoutez 24\$.  
Pour tout renseignement: (514) 597-0238

Nom.....

Prénom:.....

Adresse:.....

Tél.: ( ).....

Nombre d'abonnements..... À compter du mois de.....

Nom du camelot qui vous a suggéré l'abonnement:

**Envoyer un chèque ou mandat-poste  
à l'ordre du Groupe L'itinéraire  
à l'adresse suivante:  
1108, rue Ontario Est,  
Montréal (Québec) H2L 1R1**

#### Prière au Sacré-Coeur

Que le Sacré-Coeur de Jésus soit loué, adoré et glorifié à travers le monde pour des siècles et des siècles, Amen.

Dites cette prière 6 fois par jour pendant 9 jours et vos prières seront exaucées même si cela semble impossible. N'oubliez pas de remercier le Sacré-Coeur avec promesse de publication quand la faveur sera obtenue.

Remerciements au Sacré-Coeur pour faveurs obtenues. *N.L.*

beaucoup d'attention et les journalistes sensationnalistes se sont rapidement fait montrer du doigt par les squatteurs et d'autres journalistes plus sensibles aux événements politiques. Les policiers perdaient leur courroie de transmission habituelle. L'escouade anti-émeute ne savait plus sur quel pied frapper, elle non plus. Le squat était devenu le sujet le plus sensible en ville.

Mais le plus important a été de voir s'établir une heureuse complicité parmi les squatteurs qui ont découvert sur le tas la démocratie directe: pas de chef dans la cabane, tout le monde décide pour tout le monde.

Ils occupaient l'édifice pour régler le problème de la pénurie des logements sociaux montréalais, pour dénoncer le harcèlement des familles pauvres par les propriétaires de plus en plus exigeants envers leurs locataires. Ils n'occupaient pas le squat pour régler leurs problèmes individuels, mais un problème collectif. C'est cette nuance de taille qui a échappé au maire Bourque pendant les négociations.

Durant l'été, ces squatters ont réinventé la vie communautaire et l'imagination collective. Ils ont signalé aux politiciens municipaux, très prudents en campagne électorale, et à la population très sympathique à leur cause, les inégalités sociales. Ils ont également souligné le besoin de lieux communautaires de vie et de création collective dans cette ville qui isole ses sans-abri dans des chambres closes et câblées sur la télé chloroformante. Les sans-abri, comme les familles, ont besoin de lieux de vie, ouverts sur la vie collective et communautaire.

Comme beaucoup d'autres villes américaines et européennes, tout comme Toronto d'ailleurs, certains quartiers de Montréal s'embourgeoisent peu à peu. Bientôt, les logements ne seront




Photo: Pierre Demiers

plus abordables pour les citoyens des quartiers populaires. Ce n'est que la première année de crise aigüe du logement montréalais, mais non la dernière.

François Saillant, du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), se souvient de la démolition de l'îlot

Overdale. Il a été embarqué par la police en 1988 lors d'un mouvement de résistance des locataires. « Cette action du Comité des sans emploi jumelée à la crise aigüe du logement social au début de juillet va sans nul doute sensibiliser davantage les autorités politiques à la question. Leur geste, illégal mais nécessaire, va faire avancer cette cause. C'est la plus grosse patate chaude qui soit tombée dans les mains des politiciens municipaux depuis longtemps. À nous de surveiller s'ils vont trouver de vraies solutions à ce problème qui concerne tous les citoyens de Montréal: la reconnaissance du droit à un logement accessible pour tout le monde, pauvre comme riche. »

L'occupation du squat Overdale s'est terminée à la grande surprise des observateurs grâce à une solution politique habile. Les politiciens municipaux ont pris la décision de régler momentanément la crise. Les centaines de familles sans logement de Montréal ne trouveront pas de réponse à leurs problèmes. Les squatteurs isolés dans leur nouvelle maison « prêtée » par M. Bourque, l'ancien centre Préfontaine, expérimentent, au jour le jour, les aléas de la démocratie directe et de la politique municipale. L'action du Comité des sans-emploi a tout de même provoqué une réflexion générale et particulière sur l'efficacité de l'action directe. Ce n'est qu'un début... 

## Tu veux travailler ? Le GIT peut t'aider !

# G·I·T·>

**Pour t'inscrire :**  
(514) 526-1651

### Services gratuits

- > Ateliers de groupe
- > Stages en entreprise
- > Suivis individualisés
- > Activités post-formation
- > Support dans la recherche d'emploi

### Tu es

- > Agé(e) de 16 ans ou plus
- > Motivé(e) à intégrer ou réintégrer le marché du travail
- > Démuni(e) face à l'emploi

Les services du GIT sont offerts grâce à la contribution financière d'Emploi-Québec

**Québec**  
Emploi-Québec

Groupe Information Travail > 2260, av. Papineau > Montréal (Québec) H2K 4J6 > git@videotron.net

## Le Bon Dieu dans la rue a besoin de nourriture

Le Bon Dieu dans la rue, un organisme humanitaire venant en aide aux jeunes de la rue à Montréal, lance un appel à la population pour combler son besoin urgent de denrées non périssables pour ses différents services.



«L'augmentation de la fréquentation de nos services de dépannage alimentaire a vidé nos réserves. On sert plus de 200 repas quotidiennement à notre centre de jour, rue Ontario. Chaque soir, la roulotte se rend à différents endroits (Centre-ville, Centre-sud et Plateau Mont-Royal) pour dispenser 300 repas; tous les mois, la roulotte distribue 720 paniers d'épicerie aux jeunes sans-abri, déclare Patrick Karpas, coordonnateur des bénévoles. «De plus nous servons de légers soupers et des déjeuners à notre centre d'hébergement d'urgence, le Bunker.»

Photo: Jean-Pierre Lacroix

Patrick Karpas,  
coordonnateur des bénévoles.

(céréales, barres granola, pâtes style *Dîner Kraft*, etc.), produits de soins personnels (savon, dentifrice, shampoing, etc.).

Comme pour la guignolée, on peut organiser des collectes sur le lieu de travail ou à l'école. Pour la cueillette, contacter Jean-François 514-526-POPS (7677), poste 235.



### Prière au Saint-Esprit

Saint-Esprit, toi qui résouds tous les problèmes, toi qui éclaires tous les chemins pour m'aider à atteindre mon but, toi qui me donnes le don divin de pardonner et d'oublier le mal que l'on fait, toi qui te trouves à mes côtés dans toutes les circonstances de la vie. Je veux, par cette courte prière, te remercier pour tout et te confirmer une fois de plus que je ne voudrais pas être séparé de toi, même en dépit de toutes tentations matérielles illusoire. Je veux être avec toi dans la gloire éternelle. Merci pour ta miséricorde envers moi et les miens.

Vous devez réciter cette prière pendant trois jours consécutifs. Ensuite, la faveur demandée vous sera accordée, même si elle vous paraît difficile à obtenir.

Vous devez alors publier cette prière, y compris les instructions, immédiatement après que votre souhait a été exaucé, mais sans mentionner la nature de votre vœu. Seulement vos initiales devront apparaître à la fin de cette prière. P.M.

L'Internet haute vitesse  
par câble\* de Vidéotron

# Plus vite, plus l'fun !

- NAVIGATION ULTRA-RAPIDE
- ACCÈS GARANTI EN TOUT TEMPS
- TEMPS D'UTILISATION ILLIMITÉ†
- LIBÈRE VOTRE LIGNE TÉLÉPHONIQUE

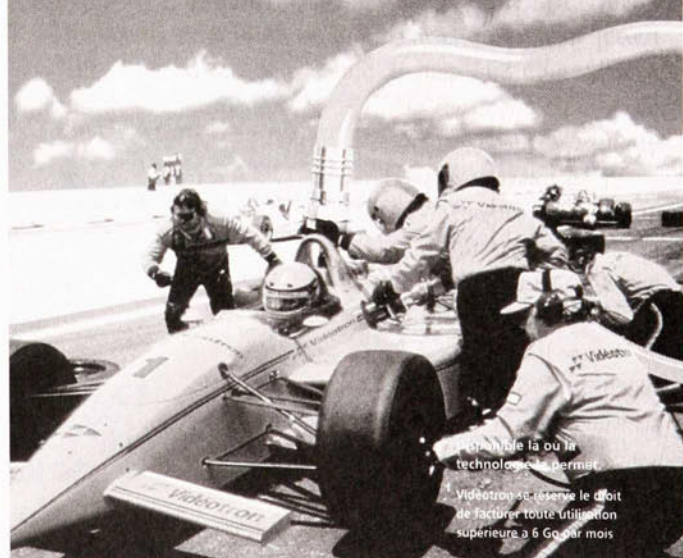
(514) 281-6661 ou  
1 888 281-6661

<http://internet.videotron.ca>



## Vidéotron

L'incomparable puissance du câble,  
à votre service.



\* Disponible le jour ou la nuit.  
† Technologie qui permet.

Vidéotron se réserve le droit de facturer toute utilisation supérieure à 6 Go par mois.

# Le Festival d'expression de la rue

Patrick

Représentant de l'X



Le Festival d'expression de la rue en est à sa 5<sup>e</sup> édition et il est toujours le seul festival extérieur d'été à ne pas expulser hors de son périmètre les gens de la rue. Les activités se dérouleront de 15 h à 23 h 30, Place Pasteur, les 11, 12 et 13 septembre


prochain. En cas de pluie, le salle de l'X prendra la relève. C'est gratuit et ouvert à tous.

Le groupe des Pairs aidants, d'ex-jeunes de la rue qui s'investissent auprès de leurs pairs dans le milieu, est à l'origine du festival, avec la participation de divers groupes communautaires du centre-ville. La première édition se limitait surtout à des projections de films et à la distribution de nourriture. On se souvient de l'accueil réservé à «O.D» de Patrick Masbourian et l'intervention du collectif «De la bouffe, pas des bombes».

Au fil des années, aidé par le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), l'événement s'est enrichi de diverses autres activités reliées à la culture des jeunes de la rue. Cette année, il y aura projections de films, concerts de musique (punk, metal, hip-hop, etc), ateliers de peinture, pièces de théâtre, cliniques vétérinaires, graffitis en direct, épluchette de blé d'Inde...

Le festival sera aussi un lieu de débats et de conférences. Parmi les thèmes proposés: l'empowerment, l'utilisation de la



méthadone, l'écologie et le squat organisé. De nombreux groupes communautaires qui s'occupent des jeunes de la rue auront des tables d'information. Bienvenue à tous! 

**VOUS VOULEZ AIDER LES GENS DE LA RUE AUTREMENT QU'EN LEUR DONNANT DIRECTEMENT DE L'ARGENT?**

## BON DE COMMANDE POUR CARTE REPAS

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Tél.: \_\_\_\_\_

Je désire recevoir

nombre de cartes: \_\_\_\_\_ X 2,25\$ chacune

Total: \_\_\_\_\_ \$

Signature: \_\_\_\_\_

Veuillez joindre votre chèque à l'ordre du

Groupe communautaire L'itinéraire,

et postez à l'adresse suivante:

1907, rue Amherst, Mtl (Qué.) H2L 3L7

Aussi en vente au

Café sur la rue, 1104, rue Ontario Est, Tél.: 597-0238, poste 32



Offrez-leur une carte-repas du Café sur la rue. Ils pourront bénéficier d'un bon repas et seront accueillis dans une ambiance cordiale par les membres de L'itinéraire. Vous leur donnerez peut-être la chance de se faire de nouveaux amis et de recevoir une aide de la part de personnes qui ont vécu la même situation qu'eux.

**OFFREZ  
AUX PLUS  
DÉMUNIS  
DES CARTES REPAS  
POUR  
SEULEMENT**

**2,25\$  
CHACUNE**



# Info RAPSIM

## En un clin d'œil, la moitié des pauvres disparaîtra

À la fin du mois de juillet dernier, une nouvelle étude du *Fraser Institute* concluait à une diminution du nombre de personnes pauvres au Canada. Selon ce *think-tank* de droite (boîte à diffuser des idées très conservatrices), il n'y aurait qu'environ 8% de pauvres au Canada et non 17% comme le soutient *Statistique Canada*. Pire encore, l'auteur de l'étude, Chris Sarlo, souligne qu'une personne seule peut vivre au Québec, sans être pauvre, avec seulement 7 870\$ par année. Pour arriver à de telles conclusions, il nous semble évident que cet universitaire n'a jamais tenté l'expérience de vivre seul dans un logement avec seulement 656\$ par mois.

Faisons un calcul simple et rapide: en incluant l'électricité et le téléphone au prix d'un loyer *abordable*, un logement coûte environ 400\$ par mois. Reste donc 256\$ par mois (ou 64\$ par semaine) pour la passe d'autobus, la nourriture, les vêtements, les produits ménagers, les médicaments, les loisirs et, évidemment, les imprévus. À ce niveau de revenus, pas besoin d'être comptable pour constater qu'on parle de misère et non de vie décente. Pire encore, pour une famille de quatre personnes, on a calculé que 17 436\$ par année suffisaient à satisfaire à tous leurs besoins...

### Mais qu'est-ce que le *Fraser Institute*?

Le *Fraser Institute* est un organisme de recherche de droite qui se dit indépendant mais qui reçoit 70 % de ses revenus de grandes entreprises et de fondations privées liées à des entreprises ou à des chefs de grandes entreprises. Cet organisme vante le programme des ultralibéraux, ceux-là mêmes qui réclament la privatisation de la santé, de l'éducation, de l'eau, des routes, bref, de tout ce qui est géré par le gouvernement, en plus d'effectuer de fortes pressions pour que l'environnement et le

marché du travail soient carrément déréglementés. Leur but est clair: faire le plus d'argent possible en investissant dans les programmes gouvernementaux privatisés tout en coupant dans les dépenses qu'ils jugent inutiles pour arriver à ce but. Ils sont même allés jusqu'à demander l'abolition du salaire minimum pour améliorer la «performance» des entreprises (lire ici les profits).

On se doute bien que le monde des affaires se réjouit de ces positions rétrogrades puisque celles-ci concordent avec leurs intérêts. Une entreprise pourra donc payer un employé qui vit seul au salaire minimum tout en soutenant que ce travailleur est bien payé puisqu'il gagne plus que 7 870\$ par année. Mais pour arriver à ces fameux 7 870\$ par année, Sarlo n'a évidemment pas inclus tous les coûts que nous devons assumer individuellement suite aux privatisations réclamées à grands cris.

### Deux sortes de mensonges: les vrais et les statistiques

À force d'observer de telles études peu significatives et déconnectées de la réalité, on constate qu'on peut faire dire ce que l'on veut aux statistiques. C'est d'ailleurs ce qui arrivera dans moins d'un an puisque *statistique Canada* a décidé d'utiliser la méthode de calcul du *Fraser Institute* pour établir le seuil de pauvreté et ce, dès le printemps prochain. Voilà comment on élimine la pauvreté dans la société actuelle, voilà comment le gouvernement fera le prochain ménage du printemps. Mais rassurons-nous, les gens ne sont pas dupes. La pauvreté, nous la voyons tous et toutes tous les jours.

Solidairement  
L'équipe du RAPSIM

Le réseau d'aide

Le réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal. Tél.: (514) 879-1949

# Où s'arrête le rôle du bénévole

Misha  
bénévole



nous sommes des ressources, à l'intérieur d'un groupe, qui donnons notre temps avec bienveillance, et gratuitement. Mais, avons-nous le droit d'outrepasser notre tâche de bénévole, en offrant parfois opinions et suggestions, pour arriver à offrir certains services additionnels répondant aux besoins des indigents?

En tant que bénévoles, notre but est d'aider des pauvres tout en étant en harmonie avec les salariés oeuvrant dans les organismes. Cependant, il peut nous arriver d'être *congediés* si nous dépassons la limite. C'est très désolant d'être rejetés lorsqu'on veut offrir un nouveau service et que les gens en place ont peur de perdre leur place. Même si notre intention est seulement d'offrir des services sans rien en attendre, voilà que nous devenons victimes d'une sanction au lieu de recevoir un remerciement.


C'est d'autant plus désolant qu'une promesse faite à une personne démunie ne peut être réalisée et c'est ainsi que cette dernière est la première victime de cette situation. Nous déplorons que des employés salariés qualifiés, sur lesquels nous nous appuyons pour aider des personnes dans le besoin, prennent la décision inacceptable de ne pas offrir le service additionnel en mettant à la porte de simples bénévoles. Cela met en évidence qu'une barrière existe, dans certains groupes

On estime que plus du tiers de la population pratique le bénévolat. Tous les ans, on les remercie sincèrement et on les félicite au nom de tous. Officiellement,

communautaires, entre les bénévoles et les salariés. À cet égard, il n'y a pas de coopération étroite entre eux, pas d'acceptation et de soutien en vue de contribuer à fournir des solutions parce qu'en tant que bénévoles, nous sommes relégués à certaines tâches.

Bien entendu, nous sommes des aidants naturels au service des usagers et nous sommes fiers de ce que nous faisons. Cependant, le rôle des bénévoles n'est pas seulement de briser l'isolement des personnes démunies qui fréquentent divers centres communautaires. Ils peuvent aussi créer des liens considérables et valorisants qui vont combler des besoins dans le milieu. Mais, comment pouvons-nous venir en aide et résoudre le problème, lorsque dans un groupe les gens ne communiquent pas entre eux, et se considérant menacés, la réaction des autorités est pénalisante.

Être bénévole, ce n'est pas seulement servir du café et des repas. Nous croyons que l'on doit reconnaître la qualité des bénévoles pour leurs compétences et leurs expériences qui se sont développées au cours des années, pour leur culture et leur bagage scolaire. Nous ne sommes bénévoles pas uniquement pour trouver l'estime de soi et développer sa personnalité, mais aussi pour explorer des aspects de notre être que le travail régulier ne permet pas d'actualiser.

Les bénévoles ont, à l'occasion dans certains groupes, le sentiment d'être manipulés, d'être victimes de jalousie et subissent des changements dans l'attitude des personnes en autorité. Trop souvent, il est inutile d'intervenir, parce que nous ne sommes jamais considérés autant que le personnel salarié et qualifié, malgré nos compétences. Nous ne sommes que bénévoles... 

 JEAN COUTU

Daniel Dubois  
Gérant administrateur

501, rue Mont-Royal  
Montréal (Québec) H2J 1W6

Tél.: 521-3481  
Fax: 521-1660

  
427, rue de la Commune Est  
Montréal (Québec)  
H2Y 1J4  
Accueil Bonneau Inc.  
Téléphone: (514) 845-3906  
Télécopieur: (514) 845-7019

## 4125, rue Parthenais,

# Montréal vu par... la solitude

Pierre DÉMERS

Qu'est-ce qu'on demande à un film? «*Une certaine idée du monde, une certaine idée du cinéma*», disait François Truffaut. C'est exactement ce que nous livre *4125, rue Parthenais* d'Isabelle Lavigne. Un film étonnant par l'approche du «quotidien» de quelques



4125, rue Parthenais

Photo: Jean-Pierre Lacroix

locataires isolés, esseulés, habitant un immeuble à logements perdu quelque part à l'autre bout d'un certain Montréal que les politiciens et les agences touristiques oublient de mettre sur leur carte de visite. Le Montréal de ceux et celles qui vivent de peine et de misère, le Montréal des «presque dans la rue» qui passent leur vie à défendre leur logis miteux, exigü et anonyme. Le Montréal des laissés seuls par la vie.

Le film d'Isabelle Lavigne a la qualité première d'un film qui relève de la tradition du cinéma direct québécois—celui des Perrault, Groulx, Lamothe, Leduc, Giguère, Falardeau, Morin: la sincérité des propos. Il faut du temps et de la disponibilité pour trouver des personnages de cette qualité et surtout du talent pour les faire parler devant une caméra: ce que possède Isabelle Lavigne, réalisatrice de *4125, rue Parthenais*. Son film fait penser aux meilleurs moments de la *Chronique de la vie quotidienne* de Jacques Leduc.

Le lien entre ces divers locataires et l'administratrice roumaine, madame Musca, qui habitent cet édifice, c'est la voisine d'en face qui observe les allées et venues des gens qui y habitent—on dirait plutôt qu'ils squattent les lieux tant ils semblent mal pris—. À plusieurs reprises dans le film, la cinéaste emprunte son point de vue pour mieux situer l'histoire du 4125 et du quartier tout entier. On a l'impression que la voisine fait partie elle aussi de ces locataires qui n'ont d'autre chose à faire dans la vie que de «faire du temps» en observant les autres.

Au-delà de la pauvreté que ces locataires partagent, il semble que ce soit la solitude qui les définit le mieux. Une solitude qu'ils recherchent et qu'ils apprécient pour mieux se protéger contre les autres et la vie en générale qui les a laissés au vestiaire.

Tous ont des histoires presque impossibles à raconter, des histoires vécues révélant «pourquoi» ils ont échoué dans ces logements réservés aux naufragés de la vie. Il faut les nommer tant ils nous étonnent par leurs propos d'une sincérité désarmante.

Le premier sans doute, hormis l'administratrice roumaine qui traite ses locataires comme une sœur supérieure de pensionnat, c'est le concierge. Un personnage qui se prend pour un comte derrière sa charrette de ruelles. Il décrit sa brève rencontre avec le bonheur, le fameux matin

où il se réveilla dans son premier appartement montréalais. Il avoue avoir été heureux sept bonnes secondes ...

«*La caractéristique du bonheur, c'est de passer*», dit-il. Comme concierge philosophe, on peut difficilement trouver mieux.

Parmi les locataires, certains tiennent des propos tout aussi directs et touchants. Exemple: ce banlieusard qui a coupé les ponts avec sa vie d'homme d'affaires compétitif à cravate, pour mieux profiter de ses moments libres; ou ce locataire anonyme qui avoue ne pas avoir de don pour la vie en société; ou cette orpheline de Duplessis qui ne tisse de liens véritables dans sa vie qu'avec les animaux domestiques.

Dans ce film, les répliques sur la solitude et la quête inutile du bonheur jaillissent au grand plaisir de ceux qui croient encore que le cinéma direct est branché sur la vie. Parmi celles-ci, je retiens cette phrase du plus esseulé des locataires, «*Quand tu viens au monde, tu ne sais pas ce qui te pend au bout du nez...*»

*4125, rue Parthenais* nous permet donc d'aller plus loin dans la radiographie de la solitude montréalaise tout en vérifiant à quel point le cinéma direct peut révéler avec justesse le réel, le quotidien défilant au jour le jour. Ce film souligne aussi la détresse des gens seuls qui vivent dans la peur du lendemain et des autres: les esseulés de la vie marqués par des drames personnels qu'ils n'ont jamais pu surmonter. Ils ont surtout besoin de compassion et de compréhension. Parfois, cette compréhension est révélée par le cinéma. C'est le cas de ce film utile, généreux et on ne peut plus humain. La sincérité de ce film est accentuée par les images tout en douceur d'Alex Margineanu, le montage de Mélanie Chicoine et René Roberge, la bande son de Martin Alard et Marie-Ève Livernoche et la musique intimiste de Pierre Desrochers. La réalisatrice a cette intuition du réel qui fait foi du vrai direct.

Info: ONF <[www.onf.qc.ca](http://www.onf.qc.ca)> ou les Films du tricycle inc.  
au 514-382-6059

# Mots des camelots et amis



**Maxime  
Camelot,  
Métro Jarry**

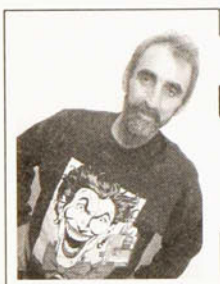
## J'ai repris confiance

Il y a quatre ans, je devenais camelot à *L'itinéraire*. À l'époque, j'étais très gêné et j'avais de la difficulté à vendre le journal. Avec les années, j'ai repris confiance. Ce qui m'a aidé le plus, c'est d'écrire dans *L'itinéraire*. Cela me permet de communiquer personnellement avec les lecteurs, d'établir des liens.

Souvent on m'interroge sur mes textes. Aujourd'hui je suis devenu un bon vendeur avec beaucoup d'amis. Lorsqu'il m'arrive, à l'occasion, de vendre dans le Quartier latin, beaucoup de lecteurs me reconnaissent.

Mon métier de camelot m'a redonné de l'assurance et de l'entregent. Ça me prend toujours une bonne dose de courage et de tolérance pour affronter les surprises quotidiennes... Il m'arrive encore de me faire traiter de *crotté*, mais je garde toujours le moral et le sourire! Heureusement, mes lecteurs sont tous gentils et polis. Le plus grand cadeau que je reçois depuis que je suis au journal, c'est la stabilité: j'ai une adresse, la même depuis quatre ans.

Merci de nous lire chaque mois, nous avons besoin de vous.



## Le «Prof Lauzon»

**Alain Coulombe  
Camelot,  
metro Berri**

Savez-vous quelle chronique je dévore en premier lorsque je feuillette notre mensuel? Eh! Bien! Permettez-moi de vous dire que c'est celle de notre controversé critique économiste «Le Prof Lauzon». J'adore lire ses histoires qui dénoncent les magouilles de notre système capitaliste. Son analyse personnelle et détaillée de cette triste réalité contemporaine et chaotique, de ce système sans scrupules me fait frissonner l'échine. Je trouve déplorable qu'il n'y ait pas plus de personnes aussi compétentes que lui dans ce domaine qui en fassent autant. Rares sont ceux qui osent le contredire, car ce qu'il avance, il peut très bien le démontrer, chiffres à l'appui. Cet être magnanime m'aide grandement à continuer de m'exprimer au clavier pour dénoncer certaines injustices sociales plutôt que par la violence comme quand j'étais jeune.

*De votre envoyé «Spatial K, Alcatraz»  
Alias, Alain Coulombe*



**Pierrette Jeanneault  
Amie du groupe**

5 août 2001

## Le défilé de la fierté gaie

### Dimanche après-midi

J'ai vu des chars allégoriques avec des hommes habillés en sous-vêtement sexy, des motards du club de moto gai, des *drag queens* et plus encore. J'ai aussi vu André Montmorency et le maire Bourque et ses acolytes. J'ai pris des photos du défilé pour avoir des souvenirs de ma première parade avec des amis gais.

### Le soir, c'est le party

J'ai fini la soirée dans les parcs pour voir les différents spectacles présentés. J'ai en vu un avec des artistes connus comme France Castel et des artistes rétros. Avec mes amis, j'ai dansé toute la soirée rue Ste-Catherine. Rue Berri, j'ai vu des travestis et j'ai rencontré des copains. J'ai bien aimé ma soirée.

### Mes impressions de la journée

Pour une hétérosexuelle, j'ai bien aimé ma journée car j'ai beaucoup appris sur mes amis gais et ça m'a

permis une plus grande ouverture d'esprit. Avant je trouvais très difficile de voir des couples du même sexe et surtout des hommes avec des enfants: je ne comprenais pas qu'un homme puisse sortir avec des femmes et, du jour au lendemain, sortir avec des hommes parce qu'il découvre son homosexualité. Aujourd'hui, je trouve ça très bien. Ils sont comme nous: la différence, c'est leur sexualité.

### SOLUTIONS de la page 34

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1	J	O	B	A	R	D	E	R	I	E	O	B			
2	U	D	I	N	E	G	A	L	V	A	U	D	E	R	
3	R	I	D	E	L	L	E	S	T	C	A	R	I	E	
4	I	L	L	O	T	T	I	E	R	E	N	T	I	E	R
5	D	O	N	E	I	P	E	C	A	V	A				
6	I	N	N	E	R	V	E	R	E	N	I	E	M	E	
7	O	E	R	A	E	T	T	A	S	S					
8	U	T	R	I	C	U	L	E	S	S	M	C	S		
9	E	H	G	D	A	T	A	S	B	A	L	E			
10	E	T	E	E	C	A	R	T	E	V	A				
11	I	R	A	E	V	B	E	U	E	M	U				
12	D	A	B	R	I	L	L	A	N	T	I	N	E		
13	A	P	R	E	L	A	I	O	T	I	L				
14	H	I	A	T	A	L	R	A	P	A	T	R	I	E	
15	O	E	D	E	M	E	S	G	E	L	N	E			



## Pourquoi le suicide?

**Richard Larochelle**  
Camelot,  
Carré Phillip

*Est-ce parce que l'on ne peut mettre fin au désespoir qui ne paraît pas toujours sur son visage, mais on continue de souffrir en silence.*

*Quelques-unes des raisons du désespoir: la perte d'un être cher, l'extrême douleur d'une peine de coeur, ne pas avoir encore trouvé l'âme soeur.*

*Mais le pire dans notre société, c'est de ne pas réussir à se faire de vrais amis qui ne sont pas superficiels et influencés par de fausses valeurs et à qui on peut confier son malheur.*


*Le malheur d'être toujours seul sans avoir de sentiment à ressentir et vivre avec l'envie de mourir.*

*Le malheur de ne jamais vivre dans un monde idéal de bonheur, sans les murs de la honte: intouchabilité entre classes sociales, racisme, sectarisme entre opinions religieuses, philosophiques, politiques, et même sexisme entre hommes et femmes qui ne se font pas confiance.*

*Pour moi à cette heure d'épreuve d'être seul, je remercie le Seigneur d'avoir aimé une dernière fois. Tu seras toujours dans mes souvenirs, Monica!*

## Suite de la page 15

Quand ce monsieur dit de ne pas donner à ceux qui bumment pour se nourrir, je le trouve méprisant. Quand je donne à quelqu'un dans la rue, je lui dis «Cette pièce est à toi maintenant et tu peux en faire ce que tu veux, elle t'appartient. Utilise-la à ta guise». Quand on donne, on donne. On est libre de donner ou de ne pas donner. Et les mendiants sont libres de faire ce qu'ils veulent de cet argent. Le camelot de *L'itinéraire*, sa journée terminée, peut faire ce qu'il veut de son argent. Il y a des gens qui nous demandent: «Ils font quoi de leur argent?». Est-ce que vous demandez aux camelots du Journal de Montréal ce qu'ils font de leur argent? Et vous, qu'est-ce que vous faites de votre paye? Je pense que ça ne regarde personne. Salariés, camelots, quêteux n'ont pas de compte à rendre. Quand je donne, ça ne me regarde plus! On donne ou on ne donne pas, c'est tout.


Je m'excuse encore envers les bénévoles et les soeurs de *L'Accueil Bonneau*, je n'ai jamais voulu faire de peine à quiconque. Je vous souhaite de continuer votre merveilleux et dur travail et vous remercie de votre compréhension. 

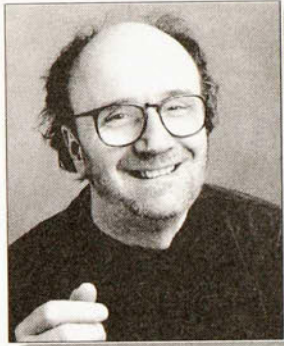
## Suite de la page 16

La Colombie-Britannique a un système où tous les contenants de boissons sont consignés. Les prix de consignation pour certains d'entre eux sont également plus élevés qu'ici. Leur société des alcools a un comptoir assigné au retour de tous contenants. De plus, il existe à cet effet, d'autres points de dépôt. C'est plus pratique qu'ici et cela évite aussi une certaine gêne que l'on peut avoir à aller porter nos bouteilles dans des dépanneurs qui, souvent, ne sont visiblement pas plus intéressés qu'il ne le faut à les reprendre.

Je pense que les villes devraient être tenues d'installer un baril de recyclage à côté de chaque poubelle, comme ceux qui sont utilisés pendant les festivals. Les gens pourraient y mettre leurs contenants vides au lieu de les jeter dans les poubelles. À la maison, les gens laisseraient tous leurs contenants dans leurs bacs de recyclage et ces contenants seraient triés dans les centres de recyclage pour redistribuer ceux qui sont réutilisables.

J'aimerais que le ministère de l'Environnement ou *Recyc-Québec* nous dise s'il prépare quelque chose pour récupérer les contenants qui prennent encore la voie des dépotoirs et pour améliorer d'une façon ou d'une autre le système. S'il ne prépare rien en ce sens, que la population fasse des pressions pour qu'il s'y mette. Quand on voit l'aveuglement dont ce ministère a fait preuve au sujet des déchets dangereux en provenance des États-Unis enfouis ici, (il a fallu la publication d'un rapport d'une société des États-Unis pour que l'on sonne ici l'alarme...) on ne peut certes pas présumer de sa parfaite efficacité.

Ajoutons pour terminer qu'il y a une certaine dégradation humaine dans un système qui génère la pauvreté, obligeant les personnes à fouiller les poubelles à la recherche de cannettes et de bouteilles vides. Ce travail étant productif pour la société, des emplois rémunérés pourraient être créés dans les sociétés de recyclage, offrant des conditions plus hygiéniques et valorisantes. L'expérience reste malgré tout un moyen honnête et très apprécié des défavorisés pour se faire assez facilement un peu d'argent sans tracasseries administratives. 



## Le *Mouvement Desjardins*: pire que les banques

1<sup>ère</sup> partie

Septembre 2001

L'autre jour, je dînais au restaurant avec ma blonde, que tous surnomment affectueusement Pinotte, mais que moi, j'appelle Pin-up, en raison de certains attributs que la retenue m'interdit d'énumérer. Bref, tout en mangeant des sushis avec Pin-up, nous discutons: «B12...Sushis... Desjardins ...Chaleur..., Léo, c'est tout ce que j'ai compris de ce que tu m'as dit! Calme-toi le pompon! Un sujet à la fois!», s'est-elle exclamée.

Pourtant, tout était clair. Je lui disais que ma mère avait gagné 100\$ au bingo grâce au B12, que je reprendrais une autre portion de sushis, que j'analysais le rapport annuel du *Mouvement Desjardins* et que mon andropause me donnait des chaleurs! Je ne vois pas pourquoi elle trouvait mon discours décousu. À mes yeux, tout se suivait rigoureusement. Enfin, elle ne l'entendait pas ainsi et elle a encore appelé Fred, mon thérapeute, pour devancer mon rendez-vous hebdomadaire. Elle prétendait que je venais de rechuter.

Me voilà donc encore chez Fred qui, pendant une heure, a tenté de me faire comprendre que je devais me concentrer sur un seul sujet à la fois, comme nous l'avions maintes fois pratiqué ensemble dans son bureau.

«Sûrement que, dans ce mêli-mélo de conversations, il y avait un sujet qui t'intéressait plus qu'un autre, non? J'aimerais que tu me parles uniquement de ce sujet-là», m'a-t-il dit. J'ai été bien tenté de lui parler de bingo, mais j'ai décidé de lui en mettre plein la vue: j'allais lui parler de *Desjardins*. Voici mon propos:

Les caisses populaires *Desjardins* n'ont de coopérative que le nom. Elles sont mêmes pires que les banques parce qu'elles sont plus hypocrites et toutes aussi profiteuses. Quand leurs dirigeants présentent leur institution à titre de coopérative, c'est simple, ils font preuve de dérision envers la population.

Premièrement, les économistes de *Desjardins*, Gilles Soucy leur économiste en chef, tiennent un discours calqué sur celui des banques: réduction des dépenses gouvernementales y compris santé, éducation et sécurité du revenu, mais accroissement des subventions aux entreprises, diminution radicale des impôts des entreprises et des nantis, allègement des lois sur le travail et sur

l'environnement, remboursement de la dette, déficit zéro, etc. En passant, les caisses populaires *Desjardins* ne paient pratiquement pas d'impôt sur leur revenu ni de taxes sur le capital, puisque le gouvernement les considère comme une coopérative en bonne et due forme. Quelle farce monumentale!

Pour l'an 2000, le *Mouvement Desjardins* a réalisé un profit net de 526 millions\$, en hausse de 51,6% par rapport à l'an 1999. Le président Alban D'Amours a déclaré avec fierté qu'il s'agissait «des meilleurs résultats financiers de notre histoire». Même qu'en 2000, *Desjardins* a dépassé le rendement des six grandes banques, comme le rapporte le journal *Les Affaires* du 14 avril 2001. Qu'à cela ne tienne, même avec des profits extravagants qui frôlent l'immoral, *Desjardins*, qui comptait 972 caisses au Québec en 1999, compte en fermer plus de 372 d'ici l'an 2002 afin d'arriver à 600 caisses ce qui, à n'en pas douter, favorisera les régions, les personnes âgées, les gens sans voiture, les travailleurs ordinaires et les démunis. Incidemment, les profits de *Desjardins* ont fait un autre bond de 56% au premier trimestre de l'an 2001 et pour fêter ça, la caisse populaire *Desjardins* de Rivière-des-Prairies vient de remplacer ses dernières caissières par un guichet automatique, soulevant l'ire des personnes âgées comme l'a rapporté *La Presse* du 19 juillet 2001. Les gens de *Desjardins* ont répliqué aux critiques à peu près en ces termes: «Bande de vieux chiâcleux, il y a une autre caisse populaire à seulement huit kilomètres. Seize kilomètres, aller et retour, y a rien là!».

Bien évidemment, en plus de s'accompagner de nombreuses fermetures de caisses, les profits records de *Desjardins* n'ont été rendus possibles qu'en *flushant* des milliers d'employés, comme c'est le cas des banques. Chez *Desjardins*, on appelle ça de la *réingénierie*. Depuis quatre ans seulement, on a foutu cavalièrement à la porte environ 3000 employés, y compris plusieurs travailleurs qui avaient plus de vingt ans d'ancienneté. Cela exclut, il va de soi, les nombreuses réaffectations de postes accompagnées de petits ajustements baissiers de salaires de rien du tout et les centaines d'autres employés «transférés» à d'aimables sous-traitants avec encore, comme vous vous en doutez un peu, du moins je l'espère, de minuscules révisions salariales circonstancielles. Alphonse Desjardins, le fondateur de la dite coopérative, doit


tourner comme une toupie dans sa tombe à la vue de tout ça.

Au mois d'octobre 2000, *Desjardins* a, dans un autre fulgurant élan de rationalisation, transféré au *Groupe CGI*, une compagnie affiliée à *Bell Canada Entreprises*, ses 550 employés affectés aux opérations informatiques. Comme *CGI* a prévu s'installer dans l'immeuble montréalais de la Cité du commerce électronique—propriété, ne l'oublions pas, du *Mouvement Desjardins*—elle recevra pendant dix ans du gouvernement *socialiste* du parti Québécois une subvention annuelle en argent sonnante de 10 000\$ pour chacun des 550 employés déménagés. Au total, ça fait la coquette somme de 55 millions\$ d'aide gouvernementale consentie à deux gigantesques et très lucratives entreprises, sans qu'elles aient eu à créer un seul *maudit* nouvel emploi. Le transfert d'employés d'une compagnie à l'autre ou d'une compagnie à une filiale bidon créée principalement pour aller siphonner des fonds publics, est dorénavant admissible à l'aide gouvernementale. À l'origine, les employés issus de transferts ou de fusions n'étaient pas, comme il va de soi, admissibles aux subventions car, dans les faits, il n'y a pas d'emplois créés, bien au contraire. Mais, la veille du congé de Pâques des parlementaires le jeudi 12 avril 2001, le gouvernement péquiste a modifié la loi en catimini en vue d'accommoder financièrement le puissant lobby de *Desjardins* et de *CGI* et de reconnaître les transferts d'employés au titre des généreuses subventions. De plus, il n'est même pas nécessaire que les employés déménagent immédiatement pour que nos deux larrons encaissent leur pactole. Les employés continueront à travailler chez *Desjardins* mais leur employeur officiel sera *CGI*. Vous piguez? *CGI* et la *Banque Laurentienne* viennent de faire le même tour de passe-passe et auront eu aussi droit au Klondike gouvernemental, gracieuseté du PQ. Encore là, et avec le même heureux dénouement, les employés de la Banque Laurentienne ne déménageront pas tout de suite dans le building de *Desjardins* mais deviendront immédiatement des employés de *CGI*. Encaissez immédiatement, empochez sur-le champ votre dû légitime en fonds publics et déménagez plus tard. Même que vous pouvez au passage *dégraissier* un peu, le gouvernement se fera très discret: au Parti Québécois, les affairistes trouvent de tout...même un ami!

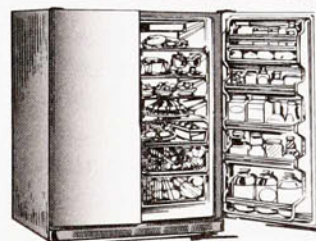
Vous voulez mon avis? Ce mépris affiché par le PQ, *Desjardins* et *Bell Canada*, fait que s'il y avait ici un minimum de justice et de démocratie, les politiciens et les dirigeants d'entreprises à la base de ce *vol* de fonds publics devraient être emprisonnés. Accorder des millions de dollars en subventions à des multinationales pour transférer des employés d'une compagnie à une autre est tout simplement révoltant. À moyen terme, soyez assuré que *CGI*, filiale de *Bell*, va *flusher* quelques-uns de ces 550 employés, comme ils l'ont fait il n'y a pas si longtemps pour les milliers de postes de téléphonistes et d'opératrices vendus à des compagnies affiliées. Bien évidemment, ils continuent à encaisser

paisiblement les millions de subventions gouvernementales sur le bras de la population. N'oubliez pas que *Desjardins*, en tant que propriétaire de l'immeuble de la Cité du commerce électronique où aboutiront ses 550 employés et les 150 de la *Banque Laurentienne*, a droit en plus à d'autres programmes de subventions gouvernementales afin de l'aider à construire et à gérer son immeuble.

Faut dire que Bernard Landry et le Parti québécois ne sont pas des ingrats: il faut tout de même faire montre d'un minimum de reconnaissance envers les présidents de ces compagnies qui, à titre de bénévoles, ont sévi dans la caisse—oh pardon—ont servi la cause du Québec récemment. Alban D'Amours, président du *Mouvement Desjardins*, n'a-t-il pas agi, il y a quelques années, comme président de la Commission sur la fiscalité. Le multimillionnaire Serge Godin, président de *CGI*, n'a-t-il pas été retenu en août 2000 par Lucien Bouchard afin de présider un comité chargé de revoir la rémunération des élus? Au cabinet de Lulu-le-Toupet, dixit Michel Chartrand, on avait alors souligné la grande expérience de l'entrepreneur Serge Godin en matière de rémunération dans le secteur... privé. N'oubliez pas que *CGI* est maintenant un des plus importants fournisseurs du gouvernement québécois dans le domaine informatique suite à d'autres transferts d'employés du secteur public au secteur privé. Ainsi accroché solidement au biberon de l'État, le secteur privé c'est tellement mieux! Les nombreux transferts de postes de la fonction publique québécoise à *CGI* seront naturellement admissibles à la subvention annuelle de 10 000\$ par employé déménagé. Allez, faut garder sa bonne humeur en tout temps, même si cela signifie que Québec subventionne grassement *CGI*, cela n'empêche pas cette dernière de facturer le gros prix à l'État québécois pour les précieux services rendus par des ex-employés de la fonction publique. Ça coûte peut-être plus cher en fonds publics mais ces ex-commis d'État seront plus productifs et plus heureux dans le secteur privé «assisté social». Pour paraphraser encore mon ami Michel Chartrand, faudrait dorénavant parler de «d'entrepreneurshit» plutôt que de «d'entrepreneurship».

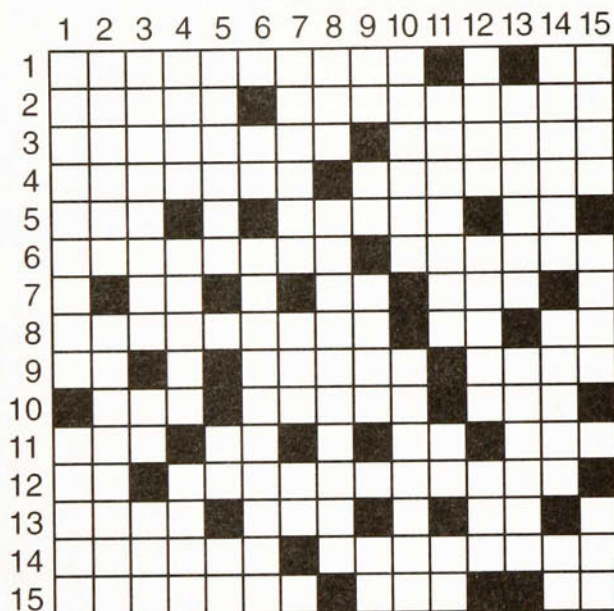
J'ai dit plusieurs autres choses intéressantes à Fred, mais comme le dit le vieux dicton, tout vient à point à qui sait attendre! Et j'ai déjà assez fait attendre Pin-up alors, à ma prochaine chronique! 

L'ITINÉRAIRE A UN BESOIN URGENT  
d'un RÉFRIGÉRATEUR COMMERCIAL



contactez  
Denise English  
au (514) 597-0238,  
poste 32

# MOITIS CROISÉES



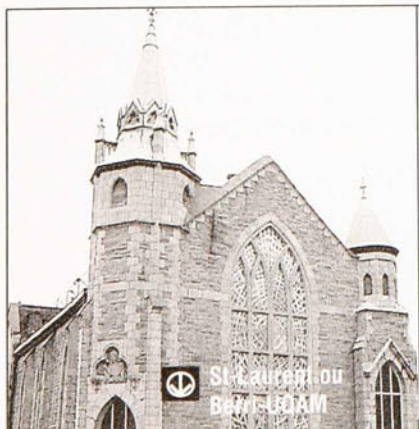
## HORizontalement

- 1-Naïveté. — Avalé.
- 2-Ville d'Italie. — Compromettre par un mauvais usage, en prodiguant mal à propos.
- 3-Châssis légers, plein ou à claire-voie pour tenir la charge d'une remorque. — Île de Grèce.
- 4-Agent de police. — Sans restriction.
- 5-Bienfait, faveur. — Elle est utilisée en médecine comme vomitif. — Exprime l'encouragement.
- 6-Se distribuer à un organe, à une région du corps, en parlant d'un nerf. — Qui occupe un rang indéterminé.
- 7-Infinitif. — Sert à lier. — Petite enclume de dinandier, de bijoutier.
- 8-Avec le saccule, il forme le vestibule de l'oreille interne (plur). — Samarium. — Caesium.

- 9-Interjection. — Déterminas le jour, le mois, l'année. — Ville de Suisse.
- 10- Dure trois mois. — Action de s'éloigner brusquement de sa direction. — Prénom de la maîtresse d'Hitler.
- 11- Armée républicaine irlandaise. — Électronvolt. — Recueilli. — Chaviré.
- 12- Renforce une affirmation. — Elle assouplit les cheveux et leur donne du brillant.
- 13-Pénible à supporter. — Petit poème narratif du Moyen Âge. — Symbole chimique d'un métal blanc et dur.
- 14- Relatif à un hiatus. — Fait revenir des personnes, des capitaux dans leur pays d'origine.
- 15- Gonflements anormaux des tissus. — Produit cosmétique. — Négation.

## VERTICALEMENT

- 1- Qui relève du droit. — État des États-Unis.
- 2-Cinquième abbé de Cluny (994). — Traitement médical.
- 3-Truquer, falsifier. — Adjectif possessif. — Ancienne unité de dose.
- 4-Henri II y fit élever pour Diane de Poitiers, un magnifique château. — Construit. — Animal.
- 5-Faire communiquer. — Erbium. — Le matin.
- 6-Article. — Comédie légère, fondée sur les rebondissement de l'intrigue, les quiproquos et les bons mots.
- 7-Inspiratrice d'un artiste. — Grande étendue d'eau intérieure. — Note.
- 8-Chef éthiopien. — Déterminer d'avance et de façon définitive.
- 9-Pron. personnel. — Voyelles jumelles. — Empereur de Russie. — Argent.
- 10-Écarte quelqu'un par intrigue. — Petit trou dans la paroi d'une chambre noire.
- 11- Sujets, agents. — Ancien do. — Aluminium.
- 12-Voie de circulation aménagée le long d'un cours d'eau. — Pièce satirique en alexandrins. — Société américaine fondée en 1910.
- 13-Allée carrossable bordée d'arbres (plur.). — Temps futur.
- 14-Chacune des deux fêtes musulmanes qui suivent le ramadan, chez les turcs. — Exprime par des cris. — En vogue.
- 15-Engrais azoté d'origine industrielle. — Crochet double. — Il dut capituler à Appomattox en 1865.



## Église Unie Saint-Jean

Communauté protestante francophone au cœur de la cité

- + célébration chrétienne dominicale à 10h30
- + ressourcement spirituel et biblique
- + pastorale des mariages

Visitez notre site web:  
[www.cam.org/~st\\_jean](http://www.cam.org/~st_jean)

110, rue Sainte Catherine Est  
Montréal H2 X 1K7  
(514) 866-0641



# Vers une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté

Faire reculer la pauvreté au Québec est une priorité et un combat de tous les instants pour le gouvernement du Québec. C'est pourquoi il veut se doter dès le début de 2002 d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté dans laquelle tous les milieux de la société québécoise auront un rôle à jouer.

Dans le document *Ne laisser personne de côté !*, le gouvernement propose des orientations et des perspectives d'action en matière de lutte contre la pauvreté qui serviront de base de discussion lors de la vaste opération qui sera menée au cours de l'automne.

J'invite donc les partenaires de la collectivité québécoise, les entreprises privées, publiques, d'économie sociale, les syndicats, les organismes communautaires et les instances régionales à s'engager eux aussi dans ce défi collectif.

Faire reculer la pauvreté, c'est possible, si nous mettons tous ensemble l'épaulé à la roue.

*Le ministre d'État au Travail,  
à l'Emploi et à la Solidarité sociale,*

Jean Rochon

Le document  
**Ne laisser personne de côté !**  
est disponible sur le site Internet  
du ministère de l'Emploi et  
de la Solidarité sociale :  
[www.mess.gouv.qc.ca](http://www.mess.gouv.qc.ca).



Emploi  
et Solidarité sociale  
**Québec** 

# L'Espace Internet

Le monde  
au bout  
de vos doigts!

Le Café électronique pour personnes démunies est unique en son genre à Montréal. Il offre à tous et toutes la possibilité d'utiliser un ordinateur à peu de frais. En effet, il n'en coûte que 1\$ l'heure pour faire du traitement de texte ou naviguer dans Internet. (Contribution volontaire 3\$ pour ceux qui le peuvent). Le personnel sur place se fera un plaisir de vous aider. Si vous le désirez, vous pourrez aussi vous inscrire à une séance de formation. Ce projet a été réalisé grâce, entre autres, à la participation de Vidéotron et du Gouvernement du Québec.

1907, rue Amherst (angle Ontario est)  
Tél.: (514) 597-0238, poste 31



**1\$ / heure**  
pour personnes à faible revenu

## Atelier de formation

- Navigation sur Internet
- Recherche
- Traitement de texte
- Courriel

Inscriptions: à l'Espace Internet,  
1907, rue Amherst (angle Ontario est)

10\$/2 heures

(Formations de groupe aussi disponibles)

Pour toute information: (514) 597-0238, poste 22  
format2000@hotmail.com

